

AUTOUR DE NANTES

LÉOPOLD-SIGISBERT HUGO

ET

SOPHIE TRÉBUCHET

LÉOPOLD-SIGISBERT HUGO

Adjudant-Major du 8<sup>e</sup> bataillon de Volontaires du Bas-Rhin,  
dit de " l'Union "

Avant de mettre en présence Sophie Trébuchet et Léopold-Sigisbert Hugo, il est bon de dire ce qu'était ce dernier.

Mais qui nous donnera son véritable portrait au cours des premières années de sa carrière militaire ?

Il nous l'a présenté lui-même, mais il l'a tracé à une époque où il n'était pour lui, ni bon, ni avantageux de se présenter tel qu'il avait été. C'était sous la Restauration : père d'un fils ouvertement royaliste, très en faveur près de Charles X, il ne tenait pas à se montrer sous les couleurs éclatantes d'un soldat des premières années de la Révolution. D'un autre côté, ce portrait n'est pas complet ; l'auteur a laissé dans l'ombre sa vie privée ; à ses yeux, un militaire ne pouvait entretenir le public que des affaires de son métier.

Les *Mémoires*, même à ce dernier point de vue, n'échappent pas aux défauts du genre. Ils sont souvent apologétiques. Ils le sont, même quand l'auteur défend la cause d'autrui : nous le montrerons dans un instant, lorsque nous rapporterons les aventures de son ami Muscar. Quand il plaide pour ce dernier, c'est sa propre cause qu'il défend.

D'autre part, son récit n'est ni plus ni moins fidèle que d'autres. Il est à plusieurs reprises en désaccord avec la chronologie. L'auteur passe sous silence plus d'un fait intéressant sur lequel il eût pu nous donner maints détails personnels. Par ailleurs, il s'attribue divers exploits dont le mérite revient à autrui.

Une autre personne eut pu nous dire ce que fut dans sa jeunesse le futur général Hugo, ce fut Sophie Trébuchet. Elle nous a laissé entrevoir çà et là sa pensée à cet égard. Très certainement, si elle eût tracé le portrait de son mari, il eut varié suivant les années. Ecrit, en 1820, il n'eut ressemblé que de très loin à celui qu'elle eût présenté en 1797.

Le plus simple est non d'écarter les témoignages des intéressés, mais de laisser parler les faits et les documents.

Notre intention n'est pas de passer au crible de la critique l'ensemble des *Mémoires* du général Hugo, mais d'étudier attentivement son rôle pendant les guerres de l'Ouest, à l'aide de pièces recueillies çà et là dans les archives du département de la Loire-Inférieure. Il a passé trois années de sa vie au château d'Aux, à Montrelais, à Blain, à Nozay, à Châteaubriant. Il est facile de contrôler ses affirmations, car on trouve çà et là des lettres émanées de ses chefs, des pièces signées de sa propre main, des dossiers entiers concernant les faits qu'il rapporte.

#### Débuts militaires.

Lorsque Léopold-Sigisbert Hugo vint en Vendée, il ne songeait point à se réclamer d'une hypothétique descendance des barons Hugo de Lorraine, comme l'a fait son fils, comme il l'a fait lui-même à l'instigation, sans doute, du poète, sous la Restauration. Il était aux yeux de ses compagnons de marche, comme aux siens, fils du menuisier Joseph Hugo et de Jeanne-Marguerite Michaud, citoyen de Nancy et patriote « prononcé ».

Il avait fait quelques courtes études secondaires. Il les avait interrompues pour entrer dans l'armée.

Dans ses *Mémoires*, il dit qu'il entra à l'armée en octobre 1788. Ses états de service, plus précis, fixent son premier engagement au 16 septembre 1788, au régiment de Beauvoisis. Il avait à peine quinze ans. Il fut congédié, faute d'âge, le 1<sup>er</sup> février 1789. Il contracta un second engagement au *Régiment du Roi-Infanterie*, le 26 juillet 1789.

Les états de service mentionnent aussitôt un nouveau congé, le 3 octobre 1790. Mais ils y ajoutent une annotation; ce congé fut accordé « *par grâce* ».

Ce détail « *par grâce* » mérite l'attention.

1790 est l'année des révoltes militaires. Chaque régiment avait alors son comité qui discutait, avec les officiers, de l'administration et de la conduite du régiment. Hugo n'aurait-il point été entraîné dans l'une ou l'autre de ces révoltes et pour ce fait rendu à sa famille ?

Divers indices nous portent à le croire. « Je fus témoin, dit-il, de l'exécution d'une ordonnance aussi contraire au caractère national qu'impolitique déjà pour l'époque. Ce n'était pas, quand l'esprit de la nation, chaque jour plus éclairé, marchait à grand pas vers un nouvel ordre de choses qu'il fallait changer envers les défenseurs de la patrie les peines de simple discipline jusqu'alors connues en des corrections aussi flétrissantes par leur nature que par l'odieuse publicité de leur application. »

L'auteur a beau dire : « J'entends parler des coups de plat de sabres », nous voyons là une allusion voilée, mais directe à la révolte du *Régiment du Roi-Infanterie*, ainsi que de *Mestre de camp Cavalerie* et de *Châteauvieux*, qui eut lieu à Nancy au mois d'août 1790. Elle fit couler des flots d'encre.

Le *Régiment du Roi-Infanterie* fut dissous. L'Assemblée nationale ayant passé l'éponge sur les faits antérieurs et amnistié les soldats coupables d'indiscipline, Hugo con-

tracta un troisième engagement, le 23 avril 1791. S'il ne fut pas frappé de peines disciplinaires, mais renvoyé, ce fut par grâce.

Le nouveau régiment du jeune Hugo fut en 1792 dirigé sur l'armée du Rhin qui, sous les ordres du général de Beauharnais, fut appelée à faire face aux envahisseurs, Prussiens et autres.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1792, Hugo fut nommé fourrier marqueur à l'armée du Rhin et comme tel affecté à l'état-major, sans toutefois cesser d'appartenir à son régiment. Si on l'en croit, il gagna la confiance de son général à tel point que celui-ci le consulta sur l'opportunité de son acceptation des fonctions de ministre de la guerre. Il proposa, en outre, au jeune sous-officier d'être son aide de camp, mais Hugo refusa cette faveur, parce que l'avancement à l'armée du Rhin « devenait rapide et lui paraissait à craindre ».

Laissons de côté ces anecdotes qui nous paraissent véritables hableries.

Le motif réel de refus de Léopold Hugo, si refus il y eût, fut tout autre. Il nous l'a fait connaître lui-même : « Je quittais, dit-il, par amitié pour un de mes camarades l'état-major général dont je faisais partie depuis 1792, afin de suivre un de ces nouveaux bataillons levés en mai 1793 et marcher avec lui en qualité d'adjudant-major capitaine ».

Quel était ce camarade, cet ami si cher ? Impossible de l'ignorer, le premier volume des *Mémoires* d'Hugo est rempli de son nom, c'est le Béarnais Arnould Muscar<sup>1</sup>, ex-brigadier au régiment de Vivarais.

La nomination d'Hugo au poste d'adjudant-major au 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin eut lieu le même jour que celle de Muscar aux fonctions de commandant du même bataillon, le 21 mai 1793. Le second avait épaulé le premier,

1. Sur Muscar, consulter : *Revue des Deux Mondes*, 1885, *Le Brigadier Muscar*, par Albert DURUY, t. VI.

après l'avoir protégé et entraîné dans les sociétés de pensées et comités qu'il fréquentait. En retour, celui-ci lui avait voué son attachement.

Le nom de Muscar n'était point inconnu dans certains milieux militaires. Dès le mois de janvier 1790, il avait suscité une révolte au sein du *régiment de Vivarais*, en garnison à Verdun. Arrêté par ordre du ministre de la guerre, M. de la Tour du Pin et enfermé à Montmédy, Muscar fut remis en liberté par ordre de l'Assemblée nationale; il conserva son grade de fourrier en dépit des protestations du ministre qui le dénonçait comme « le principal instigateur des troubles, comme un homme infiniment dangereux qu'on employait à désorganiser l'armée<sup>2</sup> ».

Entre Muscar et Hugo existait donc une parfaite communauté de pensées. Ils s'attachèrent à faire du 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin une troupe pénétrée de leurs sentiments, c'est-à-dire ardemment révolutionnaire, animée de l'esprit des loges et des chefs jacobins. Un trait nous l'indique, c'est le nom que prit cette formation : *Bataillon de l'Union*.

A ce propos, qu'on nous permette de le rappeler : le premier régiment de France qui eût une loge reconnue officiellement par le Grand-Orient fut le *régiment de Vivarais*. Cette loge avait pour titre : *La Parfaite Union*<sup>3</sup>. Quoi d'étonnant que Muscar, commandant du 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin, ait donné à cette formation le titre de *l'Union* et fait graver cette appellation sur le cachet du corps.

Formé à l'école de Muscar, Hugo en garda toujours l'impression. Il eut longtemps des allures démagogiques, des habitudes de violence et même un certain goût pour la délation. Nul doute, en suivant Muscar, il crut mériter les éloges de tous. En réalité, il faisait fausse route. Sans le savoir il s'engageait à fond au sein de la guerre civile qui n'apporte que rarement la gloire. Ces années de début

2. *Moniteur*, 1790, p. 437, 445, 649.

3. Gust. BORD, *La Franc-Maçonnerie*.

pèseront jusqu'au bout sur son avenir. Lorsque la discipline sera rétablie dans l'armée, le souvenir des émeutes auxquelles il prit part; des délations qu'il lança, l'empêchera d'obtenir l'avancement auquel il pouvait prétendre. Aussi quand Hugo entreprend de justifier Muscar des cruautés qu'il commit autour du Château d'Aux, ne nous y trompons pas, c'est lui qu'il défend.

#### **En Vendée et au Château d'Aux, près Nantes.**

A peine constitué, le 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin fut dirigé sur la Vendée, alors en pleine insurrection. Après un court repos au camp de la Baumette près Angers, il fut placé sous le commandement du général Gauvillier et reçut l'ordre de franchir la Loire.

Mais avant de partir, Hugo signa ainsi que son chef et beaucoup d'autres volontaires, une adresse de félicitation à la Convention au sujet de la nouvelle constitution qu'elle venait de donner à la France. Il jura d'écraser les tyrans, les fanatiques, les fédéralistes. A cette occasion, il s'intitula *Brutus Hugo*, preuve de l'intransigeance de ses sentiments révolutionnaires. C'était le 10 juillet 1793. Nous retrouverons bien des fois cette signature. Notons que la compagnie Marat, qui a laissé à Nantes une si mauvaise réputation par ses vols et ses meurtres, s'appela d'abord la compagnie des *Brutus*.

Hugo n'alla pas loin. Le 14 juillet, il prit part à la bataille de Martigné-Briant; le lendemain, il fut englobé dans la déroute de Vihiers et blessé au pied.

Le bataillon revint à Angers, mais cette fois au lieu de rentrer au camp de la Baumette, il suivit les rives de la Loire et gagna Nantes, après un court séjour à Oudon où il se signala par quelques pillages.

Hugo était à peine rétabli, quand à la mi-septembre eut lieu l'offensive de l'armée de Mayence. Il y prit part, mais

cette fois dans le corps de Beysser. Celui-ci fut battu à plate couture à Montaigu.

Hugo n'échappa, dit-il, à la mort que grâce au dévouement d'un hussard nègre qu'il avait rencontré dans la maison paternelle<sup>4</sup>. Il fut blessé une seconde fois, au cours de la retraite, au pont d'Aigrefeuille.

Au mois d'octobre, lors de la reprise de l'offensive, le 8<sup>e</sup> bataillon fut distrait de l'armée de Mayence et envoyé dans le pays de Retz sur les bords du Tenu, entre le lac de Grandlieu et la Loire. Il avait pour mission de brider les attaques de l'armée de Charette et de couvrir l'importante fonderie de canons d'Indret. Le point d'attache du bataillon et de tous les corps qui partagèrent sa mission fut la Hibaudière, plus connu sous le nom de Château d'Aux, du nom de son constructeur, un important commerçant Nantais enrichi dans le commerce avec les Antilles.

La fonderie d'Indret était dirigée depuis plusieurs années par un Alsacien du Haut-Rhin, du district de Colmar, M. Demangeat, dont nous retrouverons le nom à Châteaubriant lié à celui de la Forge-Neuve en Moisdon.

Le 8<sup>e</sup> bataillon séjourna près de quinze mois au château d'Aux. Il formait le noyau principal de la garnison quoique son commandant n'eût pas toujours le titre de chef de place. C'est là que Muscar a établi sa réputation aux yeux des Nantais, qu'ils soient républicains ou royalistes.

Ne croyons point que le bataillon de l'Union fut composé uniquement de recrues alsaciennes : on y comptait nombre d'Allemands, de Polonais, de volontaires ou d'engagés

4. A ce propos, qu'on nous permette une observation. L'armée de Beysser comptait dans ses rangs un escadron de hussards nègres formé par les noirs de Saint-Domingue et armé aux frais de la ville de Nantes. Une formation semblable a-t-elle figuré à Nancy ? nous ne saurions le dire. Voilà pourquoi nous serions heureux de savoir en quelle maison paternelle, la sienne ou celle de sa femme, Hugo rencontra ce hussard nègre. Si, par hasard, Hugo avait rencontré ce hussard en la maison Le Normand, nous aurions un point de repaire précieux sur l'origine des relations de Brutus Hugo et de Sophie Trébuchet. SAVARY, *Guerres des Vendéens et des Chouans*, t. II, p. 148.

venus de diverses provinces de France. Plusieurs officiers et sous-officiers étaient accompagnés de femmes légitimes ou non légitimes : il en était de même d'un certain nombre de soldats. Plusieurs se marièrent à Indre, à Châteaubriant et ailleurs. Quand ils quittèrent le château d'Aux, leurs compagnes les suivirent. Tout ce monde vivait sur le pays. On ne saura jamais le chiffre des troupes d'origine germanique qui furent employées en Bretagne et en Vendée.

#### Les Massacres du Château d'Aux.

Hugo s'est appliqué à montrer dans Muscar un homme sensible et plein d'humanité. Il affirme que le massacre de deux cent dix paysans de Bouguenais (il écrit 270 par erreur), qui eût lieu au Château d'Aux, alors que son ami y exerçait les fonctions de commandant et qui faillit le conduire sur les mêmes bancs que Carrier, fut pour son chef une surprise pénible. Il ne fut, dit-il, ni l'auteur de l'arrestation, ni le promoteur de l'exécution qui suivit. La responsabilité en retombe uniquement sur la commission Bignon que les représentants du peuple envoyèrent dans son camp. Il félicita même Hugo d'avoir sauvé la vie à une vingtaine de jeunes filles de Bouguenais, grâce à son éloquence.

Après avoir rappelé le témoignage de Brutus Hugo, laissons parler les documents et les écrits des contemporains, ils ne s'expriment pas en termes moins clairs, mais parlent dans un tout autre sens.

Avant que Turreau ne mît en jeu l'organisme des colonnes infernales, Muscar, à l'instigation de Carrier, les avait fait fonctionner autour du château d'Aux. Elles pillaient, rançonnaient, enlevaient vins, bestiaux, grains et fourrages pour le ravitaillement de Nantes et de l'armée<sup>5</sup>.

5. Hugo lui-même reconnaît le fait de ces razzias dans ses *Mémoires*. « De Pont-Saint-Martin, dit-il, j'envoyai à Nantes environ cinq cents bœufs et quinze cents moutons... Muscar reçut de la Commission des Représentants des compliments sur ma conduite ». HUGO, *Mémoires*, p. 28-29.

Muscar avait créé à son camp une commission à ses ordres qui décidait sommairement du sort de ses prisonniers. Hugo en faisait partie. Toutefois, sans qu'on sache bien pourquoi, il livrait de temps à autre quelques paysans au tribunal révolutionnaire ou aux commissions militaires qui fonctionnaient en ville, mais il entendait qu'ils fussent exécutés. Il ne laissait aux juges que le droit de sanctionner son appréciation. Phelippes-Tronjoly ayant cru devoir acquitter dix-sept de ces infortunés, Muscar lui écrivit aussitôt pour le blâmer de cet acte d'inqualifiable faiblesse « fatale à notre liberté, affligeante pour un vrai patriote »<sup>6</sup> (11 nov. 1793).

A partir de ce jour, il n'envoya plus aucun prisonnier au tribunal révolutionnaire : il les dirigea sur la commission militaire ou préféra les juger lui-même<sup>7</sup>.

Méfiant à l'égard de Tronjoly, Muscar accordait sa confiance à Lenoir le pourvoyeur des fusillades de Gigant. Chose unique dans sa correspondance, celui-ci l'appelle « brave républicain ». Ils se comprenaient mutuellement.

De pareilles mesures lui concilièrent les faveurs de Carrier. Celui-ci le visita au Château d'Aux accompagné de M<sup>me</sup> Le Normand. C'est vraisemblablement la seule visite que le représentant ait faite aux armées après la bataille de Cholet.

Par contre, l'opinion populaire, même républicaine, se soulevait contre Muscar et le bataillon du Bas-Rhin. Une première fois, le 21 janvier 1794, sous le proconsulat de son protecteur, une dénonciation fut portée contre lui devant le comité révolutionnaire. Elle n'aboutit pas. Six semaines après, une seconde fut dirigée contre ses agissements : elle était très étendue et fort détaillée. Le comité

6. Collection Dugast-Matifeux. Révolution française, dossier 38, Bibliothèque de Nantes.

7. En post-scriptum à une lettre à la Commission militaire, Muscar écrit le 18 frimaire an II (8 déc. 1793) : « Huit brigands ont été fusillés hier et deux dans un instant. Je veux ménager désormais vos précieux moments. Salut et fraternité ». L. 1509.

composé des patriotes les plus prononcés de la ville crut devoir la transmettre aux représentants du peuple.

Loin de l'amener à résipiscence, ces dénonciations le poussèrent à de nouvelles mesures plus cruelles encore.

Il avait à son service pour conduire ses colonnes, trois guides, dont le principal nommé Beilvert, est aujourd'hui encore en horreur autour de Nantes. Au camp, il avait pour commandant en second Jacques-Christophe Gosson, lieutenant-colonel du 12<sup>e</sup> chasseur. C'est cet officier de cavalerie dont parle Hugo, qui furieux de voir ses patrouilles exposées au feu des partisans de Charette dans leurs allées et venues entre Nantes et le château d'Aux, se saisit, aidé du lieutenant Simon, des habitants de Bouguenais dans une raffe nocturne et les amena à Muscar. Celui-ci crut devoir les livrer à une commission militaire qui, après un simulacre d'interrogatoire, les condamna à mort, au nombre de 209, les 13 et 14 germinal an II (2 et 3 avril 1794). Telle est du moins la version de Hugo.

Mais elle n'est pas celle des officiers municipaux de Bouguenais, bons républicains réfugiés à Nantes, qui, mêlés à cette affaire, faillirent y perdre la vie. Ils attribuent sans hésiter à Beilvert et à Muscar l'initiative et la responsabilité de cette sauvage exécution.

Sur la foi d'une amnistie faussement publiée, les paysans de Bouguenais étaient rentrés dans leurs maisons. Plusieurs avaient en main des certificats de civisme que la municipalité leur avait accordés. Beilvert alla les voir de village en village, les invitant à venir au château d'Aux où la municipalité leur donnerait de nouvelles attestations. Ils le suivirent. Tous furent retenus prisonniers. Parmi eux se trouvaient des notables et de parfaits républicains.

C'est alors que la commission Bignon, à la prière de Muscar, fut envoyée de Nantes par le représentant Garraud pour les juger.

La municipalité de Bouguenais qui avait été appelée

pour mieux tromper les paysans, voulut les défendre. Peine perdue, un officier, le citoyen Gosson, déclara que si l'on voulait s'en rapporter aux municipaux, tous les insurgés se trouveraient bons patriotes. Sur cet avis, la municipalité elle-même fut arrêtée sous prétexte qu'elle était suspecte ayant distribué des certificats de civisme de complaisance.

L'exécution des prisonniers suivit immédiatement. Ils furent fusillés quinze par quinze. On eut la barbarie de leur faire creuser de leurs propres mains les fosses où ils furent ensevelis<sup>8</sup>.

Quelques jours après, la même commission se rendit à Paimbœuf où elle procéda à l'exécution des paysans de Frossay. Ils moururent, observe le correspondant du District, avec la plus grande résignation, « tant était grand le fanatisme et la superstition ». Hugo fait la même remarque au sujet des paysans de Bouguenais.

Enfermés au Sanitat, les municipaux de Bouguenais furent eux-mêmes jugés, mais ils furent rendus à la liberté, parce qu'ils s'étaient montrés « plutôt faibles que pervers ». D'après le maire du lieu, Guiho-Kerlégan, ils ne durent leur salut qu'aux supplications de sa femme qui alla trouver Prieur de la Marne et obtint son intervention en leur faveur<sup>9</sup>.

La boucherie du château d'Aux révolta tout le monde, les Jacobins eux-mêmes. Des dénonciations se firent pressantes contre Beilvert. Elles atteignirent Muscar en personne. A plusieurs reprises, il fut incriminé de cruauté devant le Comité révolutionnaire<sup>10</sup>. Les dernières accusations eurent pour inspirateurs le maire de Bouguenais et ses conseillers municipaux, mais surtout un commissaire

8. Dans son interrogatoire de pluviôse an III, Beilvert nous apprend que quatre-vingts femmes furent également condamnées à tenir prison au Sanitat.

9. Archives de la Loire-Inférieure, L. 1525 et 458.

10. Le 2 pluviôse an II et surtout le 14 ventôse, après le départ de Carrier, A cette dernière date, le *registre du Comité révolutionnaire*, L. 1322, fol. 132, porte cette mention : « Dénonciation très étendue contre Muscar, commandant du Château d'Aux, communiquée aux représentants du peuple. »

au Château d'Aux nommé Bachelier, témoin oculaire des scènes atroces qui s'y étaient passés <sup>11</sup>.

Beilvert fut arrêté le 17 floréal (6 mai 1794), deux mois avant la chute de Robespierre.

Ce fut un grand émoi au Château d'Aux et dans les petites garnisons qui en dépendaient. Pour sauver ce misérable, on organisa des pétitions et des protestations où son courage et son républicanisme étaient exaltés. On le peignit comme le sauveur de Muscar, qu'il aurait arraché aux bras de cinquante cavaliers brigands qui le tenaient enserré à Sainte-Pazame. La signature de Brutus Hugo, ornée de tous ses points maçonniques, se trouve à deux reprises au bas de ces certificats, dont l'un est daté du Gotha en la Chevrolière où le capitaine était en cantonnement <sup>12</sup>.

Muscar poussa plus loin l'audace. Dans le but de compromettre le commissaire Bachelier, il arrêta quatre paysans employés au Château d'Aux, sous prétexte qu'ils étaient Vendéens et qu'ils y avaient été placés ou plutôt dissimulés comme espions par Bachelier lui-même. Il les livra au conseil de guerre qui se déclara incapable de faire la lumière sur le cas de ces malheureux. Muscar, plus décisif, se sentant désavoué par son propre conseil de guerre, les envoya devant la commission Bignon <sup>13</sup>.

Bachelier n'en maintint pas moins ses accusations. Il fit publiquement le récit des atrocités du Château d'Aux à la Société populaire, le 3 juin 1794 (14 prairial).

Muscar vint à Nantes où il menaça Bachelier de représailles. Celui-ci tint bon.

Beilvert demeura donc en prison. Il fut enfin traduit

11. Le 22 germinal an II, neuf jours après la grande tuerie que nous avons rappelée, le *Comité révolutionnaire* enregistre cette note : « Dénonciations intéressantes et détaillées contre Muscar, commandant le Château d'Aux. » L. 1322.

12. L. 1559. Certificat du 17 floréal.

13. L. 1511. L'avis du Conseil de guerre est du 29 floréal. La lettre de Muscar est du 1<sup>er</sup> prairial an II.

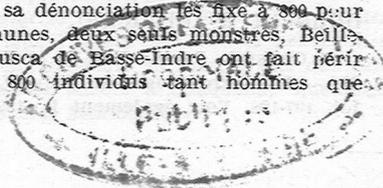
devant le tribunal militaire, mais celui-ci était composé des mêmes juges qui avaient condamné les 210 habitants de Bouguenais. Tous les citoyens de la commune dénoncèrent les cruautés de Beilvert. L'accusateur public, David-Vaugeois conclut à sa culpabilité. Mais les juges, évidemment pour ne pas se condamner eux-mêmes, déclarèrent que les vols, les viols, les incendies, les assassinats dont avaient souffert les Bouguenaisiens étaient bien prouvés, mais qu'il n'était pas constant qu'ils fussent le fait de Beilvert, 4 thermidor an II. Celui-ci fut délivré<sup>14</sup>.

Lorsqu'en vendémiaire an III, eut lieu le procès du Comité révolutionnaire de Nantes (bientôt suivi de celui de Carrier), Beilvert et Muscar, celui-ci cette fois bien et directement nommé, furent les objets de nouvelles dénonciations devant la Société populaire de Nantes, puis de là devant la Convention. Elles émanaient encore de la municipalité de Bouguenais<sup>15</sup> et certaines figurent au dossier des pièces livrées par la Convention au tribunal révolutionnaire siégeant à Paris. Le commissaire Binet, commandant du bataillon de l'arrondissement de Nantes, comparut comme témoin, lors du procès de Carrier, au sujet de ces faits qui ne concernaient pas le représentant, mais ses séides<sup>16</sup>. Muscar fut appelé à Nantes pour rendre compte de sa conduite, tandis que Beilvert était de nouveau arrêté. Cette fois encore, celui-ci échappa à la condamnation, mais en rejetant la responsabilité de ses actes sur Muscar et le commandant de Port-Saint-Père.

14. L. 1559.

15. L. 1117.

16. *Procès du Comité révolutionnaire de Nantes*, t. II, p. 279-280. Paris, chez la citoyenne Tournon, l'an III de la République. — *Rapport de la Commission des Vingt et un*, p. 63. — VERGER, *Archives curieuses de la ville de Nantes*, t. II, p. 163. La déposition de Binet est en faveur de Muscar et de Beilvert. Elle fixe à trois cents le chiffre de leurs victimes, mais elle ne parle que de Bouguenais, elle passe sous silence les victimes de Rezé et de Saint-Jean de Boiseau. Or le commandant Romagné dans sa dénonciation les fixe à 800 pour ces trois localités : « Dans ces trois communes, deux seuls monstres, Beilvert de Saint-Pierre de Bouguenais et Musca de Basse-Indre ont fait périr entre eux deux arbitrairement plus de 800 individus tant hommes que femmes. »



Les protestations de la municipalité obtinrent un léger résultat. Muscar fut relevé de ses fonctions au Château d'Aux et envoyé avec le 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin à Ingrandes.

Il revint toutefois à Nantes à l'époque de la signature du traité de la Jaunaie, qui, à ses yeux, était un gros scandale; il constituait, en effet, la condamnation morale de ses actes. Il croisa dans les rues, rencontra dans les cafés des officiers royalistes porteurs de leurs insignes<sup>17</sup>. Il eut avec eux des altercations. Les représentants du peuple intervinrent et le renvoyèrent à son cantonnement.

Entre temps, avaient lieu quelques fêtes et démonstrations à Indret et au Château d'Aux. L'une d'elles montre les sentiments qui animaient la garnison.

Muscar, avons-nous dit, avait pour second Jacques-Christophe Gosson, lieutenant-colonel du 12<sup>e</sup> bataillon de chasseurs. Celui-ci eut l'honneur d'être père d'un garçon, le 23 germinal an II, dix jours avant la grande tuerie qui ensanglante pour toujours le nom de Muscar. Le nouveau-né fut présenté en grande pompe à la mairie d'Indre par le père assisté du républicain Arnould Muscar et de la républicaine Marie Fock. On lui donna le nom de *Marat*. Nombre d'officiers et d'administrateurs assistèrent à cette sorte de baptême révolutionnaire. Hugo n'y figura pas.

Cet événement minime en soi, mérite d'être retenu, car il montre à quel degré d'exaltation étaient montés les esprits : Marat était l'idéal du patriotisme.

\*  
\*\*

Hugo s'est constitué cependant le défenseur de l'humanité de Muscar. Il en rapporte un exemple qui lui fait honneur à lui-même :

17. CHASSIN, *Pacification de la Vendée*, t. I, p. 86. *Journal de L'officiel*, p. 61-62. — L'interrogatoire de Belveir, le 4 pluviôse an III, se trouve L. 1327, fol. 197-198. Voir également L. 1323.

Vingt-deux jeunes filles, dit-il, furent enfermées dans la chapelle du Château d'Aux. Hugo fut appelé à prononcer sur leur sort en qualité de président du conseil de guerre ou plutôt de la commission militaire que Muscar avait instituée. Il n'avait que vingt-deux ans; son âge ne le désignait pas pour de telles fonctions. « Il avait autour de lui, ajoute-t-il, plusieurs officiers dont l'un, barbe grisonnante, d'humeur fort sévère, nommé Fleury ». Hugo les harangua, il fut éloquent. Quand il recueillit les voix des juges, Fleury, le premier, prononça l'acquittement des infortunées jeunes filles; tous les juges opinèrent ensuite de la même manière.

Le jour même, « Muscar, les larmes aux yeux, vint remercier le tribunal de sa généreuse conduite et exprimer ses regrets que les 270 prisonniers qui venaient de périr n'eussent pas été soumis à un arrêt aussi doux que le nôtre ».

Que penser de cette anecdote ?

Est elle pur témoignage de complaisance ou repose-t-elle sur un fait historique ? Notons que dans les papiers provenant de la commission militaire au Château d'Aux, on ne voit jamais cité le vieux capitaine Fleury. Quand on y rencontre le nom du jeune Hugo, c'est comme greffier et non comme juge, fonctions qui convenaient mieux à son âge<sup>18</sup>.

Par contre, voici un exemple de la manière dont les juges du château d'Aux entendaient la miséricorde.

Le fait eut lieu six semaines après la tuerie de germinal

18. Malgré ces contradictions apparentes, nous ne voulons pas rejeter entièrement le récit du général Hugo. Voici, en effet, ce que celui-ci écrit de Blois, le 18 juin 1826, relativement à ces faits. *Le Journal de Nantes* avait cru bon de citer quelques traits d'humanité accomplis par les officiers républicains pendant les guerres de l'Ouest. Aussitôt Joseph Trébuchet envoya l'article au général Hugo. Celui-ci l'en remercia : « Je vous sais gré, mon cher ami, de l'attention que vous avez prise de m'adresser le numéro du *Journal de Nantes* qui veut bien rappeler à ses lecteurs ce que l'auteur des *Lettres vendéennes* a cru convenable de dire à l'avantage de plusieurs militaires qui ont fait l'horrible guerre qu'il retrace. Il doit exister encore à Bouquenay quelques-unes de ces femmes dont j'ai parlé dans mes Mémoires. »

an II. Hugo y figure comme secrétaire-greffier. Il s'agit d'une jeune fille de quinze ans et d'une femme de trente-quatre. La première, Jeanne Onillon, fut convaincue d'avoir porté le fusil de son oncle, parce que, dit-elle, il était ivre. La seconde, Marie Brosset, femme Gauthier, avait fait cuire du pain pour son mari demeuré dans l'armée de Charette. La première fut renvoyée devant le tribunal révolutionnaire pour qu'il prononçât sur les peines que la loi inflige aux personnes trop jeunes pour être passées par les armes. Sa compagne fut condamnée à mort, mais comme elle allaitait un enfant de quatre mois, elle fut envoyée devant le tribunal révolutionnaire, non pour qu'il commuât la peine, mais pour qu'il pourvût à la nourriture de l'enfant. Le tout est signé Brutus Hugo, greffier<sup>19</sup>.

Muscar n'était pas homme à devancer l'heure de la miséricorde. Les sentiments de pitié qui, au dire de Hugo, l'animèrent au château d'Aux, furent de courte durée, n'en doutons pas.

Le 3 floréal an II (22 avril 1794), Muscar écrit à Daniel-Vaugeois, membre de la commission Bignon, avec lequel il était en confiance, ces mots trop significatifs : « Je vous envoie une petite collection de brigands au nombre de quarante-cinq que j'ai fait prendre hier au Pont-Saint-Martin. *Vous en nourrirez la guillotine.* Le citoyen Beilver, ce fléau des brigands, vous enverra des renseignements plus circonstanciés sur ces coquins. Que ne puis-je vous envoyer toute l'armée de Charette ! »<sup>20</sup>.

Je laisse au lecteur le soin de mesurer le degré de vérité qu'il convient d'accorder en pareille circonstance aux *Mémoires* de Hugo. A lui encore de juger le caractère

19. L. 1508, 14 floréal an II. La pièce n'est pas un original, mais une copie du temps. Le greffier habituel de la Commission de la Hibaudière était un certain François qui servait de secrétaire à Muscar.

20. Alfred Lallié. La commune de Bouguenais et la garnison du château d'Aux. (Lettre de Muscar du 3 floréal an II. Papiers de la Commission Bignon.)

humain de Muscar; à lui de prononcer si celui-ci n'a pas vraiment trop oublié que les paysans qu'il traitait avec tant de mépris étaient aussi bien que lui des hommes et des Français. C'est en vain que Hugo rapporte « qu'une petite fille ayant été trouvée seule dans Pont-Saint-Martin, Muscar l'avait donnée à la femme de mon adjudant Vogt pour en prendre soin », ce fait, à mes yeux, ne suffit pas pour établir l'humanité d'un homme et d'un soldat. Quel est celui qui abandonnerait un enfant en pareille circonstance et oserait se louer de ne l'avoir pas fait exécuter?

Hugo, je le crois, était plus humain que son chef. Il semble bien qu'il recueillit un jeune enfant vendéen, l'emmena avec lui de bivouac en bivouac jusqu'à Paris. Il était encore près de lui à l'époque de son mariage et l'on voit peu de temps après Sophie Trébuchet prier son frère « de faire enquête sur la famille de ce pauvre malheureux »<sup>21</sup>.

#### A Montrelais et à Ingrandes.

Muscar et Hugo quittèrent le château d'Aux fin décembre 1794<sup>22</sup>. Un froid intense régnait alors. La Loire était couverte de glaces. Hugo a conservé le souvenir de cette rigoureuse saison. Un certain nombre de recrues alsaciennes mal vêtues succombèrent dans le voyage de Nantes à Ancenis.

Certains royalistes, tel Poirier de Beauvais, auraient voulu que Charette et Stofflet profitassent des glaces qui couvraient le fleuve pour tenter un nouveau siège de Nantes, au lieu de se laisser circonvenir par les représentants du peuple.

21. Abbé DUBOIS. Lettre de Sophie Trébuchet du 2 prairial an VI à son frère Joseph-Marie. *Bio-Bibliographie de Victor Hugo*, p. 180.

22. Le 22 frimaire an III, le 8<sup>e</sup> bataillon de l'Union du Bas-Rhin était encore en garnison au château d'Aux, car un de ses cavaliers, Ignace Georges, se maria à Indre à la citoyenne Charlotte Silbertin, native de Strasbourg, qui suivait l'armée.

Le 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin alla s'établir à Ingrandes. Il avait son quartier général tantôt en l'église de ce lieu, tantôt en celle de la Chapelle-Saint-Sauveur. Sa mission était de protéger les mines de Montrelais contre les incursions des Chouans qui avaient des complices parmi les mineurs et d'assurer la navigation fluviale. La présence du bataillon y est marquée par quelques jugements en conseil de guerre que subirent quelques Alsaciens coupables de pillage, d'ivresse et même de désertion.

Un patriote du pays, M. Fayolle (nom vraisemblablement défiguré)<sup>23</sup>, vint en aide au bataillon, au dire de Hugo, en lui ouvrant ses caves.

Quelques escarmouches eurent lieu entre le 8<sup>e</sup> bataillon et les chouans du meunier Tête-Carrée et de son compagnon Franc-Bernard, à la suite de la désertion d'un officier<sup>24</sup>.

Lorsque Stofflet eut signé la paix de Saint-Florent-le-Vieil avec les représentants du peuple, le bataillon de l'Union fut retiré d'Ingrandes et envoyé tenir garnison à Blain. Il était encore sur les bords de la Loire le 23 floréal an III (14 mai 1794), il était à Blain peu après la mi-mésidor<sup>25</sup>.

#### A Blain et à Nozay.

Dès la fin de prairial, les opérations reprirent entre républicains et royalistes. Muscar eut le commandement militaire du district de Blain.

Les esprits étaient agités : on savait qu'une nouvelle

23. M. Fayolle pourrait bien être M. Allard, maire d'Ingrandes, beau-père de M. Demangeat, directeur de la fonderie d'Indret et des forges de Moisson.

24. Le 29 ventôse an III (19 mars 1795), le district d'Ancenis accorde sur la pétition des citoyens Mestet et Berhault de Varade, du 14 pluviôse, « qu'une somme de 89 livres leur sera payée pour le temps qu'ils ont employé à faire les fosses à inhumer 89 volontaires tués par les rebelles » (Archives de la Loire-Inférieure, L. 912, fol. 105).

25. Sur le séjour du 8<sup>e</sup> bataillon du Pas-Rhin à Montrelais et Ingrandes, voir : L. 1567; L. 912.

prise d'armes allait avoir lieu. Les représentants du peuple, pour la prévenir, avaient ordonné d'arrêter les chefs chouans et vendéens dont on pourrait se saisir. Le débarquement de Quiberon eut lieu sur ces entrefaites.

Le 20 messidor (8 juillet 1795), le cantonnement de Guéméné-Penfao fut attaqué par les chouans de Plessé, Bouvron, Marsac conduits par Terrien Cœur de Lion. Son commandant et sept hommes furent tués. L'église fut réduite en cendres, l'arbre de la liberté abattu. Les survivants de la garnison et les républicains de la localité s'enfuirent à Redon.

C'est dans ces circonstances que le 27 messidor (15 juillet), Muscar reçut l'ordre du général Boivin d'appréhender à Bout-de-Bois sur le bord du canal de Nantes à Brest, trois hommes qui lui avaient été désignés comme dangereux : M. Fouchard, M. Huet et l'abbé Grandmaison.

Ce dernier était un prêtre vendéen échappé au désastre de l'armée royale à Savenay; depuis lors, il exerçait le ministère paroissial à Puceul où les paysans l'avaient recueilli. Fouchard était un militant royaliste, il s'était distingué à Nozay, lors de l'insurrection de mars 1793, avait passé la Loire, puis après la dispersion de l'armée vendéenne s'était caché dans la forêt du Gavre; c'était un simple meunier. Quant à François Huet, c'était un ex-commis des fermes de Bretagne et ex-administrateur du district de Blain. Tous les trois s'étaient réunis à Bout-de-Bois pour fêter la nomination de Fouchard au commandement de la garde territoriale prévue par le traité de la Prévalaye. Ils avaient, sans doute, dans la tête des projets plus importants. Ils avaient été trahis par leur hôte le cabaretier Olivier. Ils étaient à table, lorsque Muscar envahit la maison.

C'était une bonne prise, mais aucun d'eux n'avait une importance militaire quelconque et Fouchard eût été bien surpris de s'entendre traiter de général, titre que Hugo lui

donne dans ses *Mémoires* en s'attribuant le mérite de cette capture. Les trois prisonniers furent immédiatement conduits à Nantes accompagnés d'un rapport du général Boivin aussi chargé que possible. S'ils échappèrent à la mort, ils ne lui doivent aucune reconnaissance.

Rentré à Blain, Muscar ne s'y sentit en sûreté. Craignant d'y être surpris, il demanda au District de fermer les issues du bourg à l'aide de solides barrières. « Sans cette mesure, disait-il, il ne saurait défendre la place et devrait se retirer au château ». Les forêts du Gavre et de la Groulais lui inspiraient une crainte fondée. Elles avaient servi d'asile à nombre de royalistes avant et après la bataille de Savenay.

Pendant la durée des attaques de Quiberon auxquelles, quoi qu'il en dise, Hugo ne prit pas part, Muscar enleva les lits de l'hôpital de Blain qui avaient été déposés dans l'église et les transporta au château. Il transforma la tour du connétable en prison, convaincu que l'épaisseur des murs empêcherait la fuite des prisonniers. Précaution inutile, à diverses reprises ceux-ci s'échappèrent, grâce à la connivence de leurs familles qui trouvèrent moyen de leur faire parvenir des cordes. Pendant dix jours, la garnison fut isolée dans le château des Rohan; les sentinelles étaient fusillées aux portes mêmes de l'enceinte; aucune nouvelle ne lui parvenait. Les chouans, cocarde au vent, narguaient les volontaires du Bas-Rhin.

La défaite des émigrés leur permit de prendre l'air. Muscar et Hugo entreprirent quelques sorties. A Plessé, au village du Coudray, ils remportèrent un petit succès sur un chef de chouans nommé La Perdrix qui y périt de la main de Brutus Hugo.

L'arrondissement militaire de Blain était chargé d'assurer la sécurité de la route de Nantes à Rennes. A cet effet, il entretenait une garnison de six cents hommes, à Nozay, dans les bâtiments et le parc du château de la Touche. Ils l'eurent bientôt mis à sac : portes, fenêtres

furent brisées et jetées au feu; les bois voisins furent saccagés, en dépit des autorités locales qui eussent voulu protéger la demeure des Cornulier devenue bien national.

Muscar y était cantonné, lorsqu'eut lieu l'expédition du général Tuncq (du 12 au 16 octobre 1795), dans les arrondissements militaires de Blain et de Châteaubriant. Il avait lui-même sollicité cette démonstration guerrière pour enlever les approvisionnements des chouans, pour répondre à un rassemblement de royalistes qui, accourus de Châteaubriant et d'Ancenis, avaient attaqué le cantonnement d'Héric.

Le passage de Tuncq fut un désastre. Ses troupes se bornèrent à piller les paysans et les patriotes eux-mêmes. Elles ne firent que multiplier le nombre des chouans. Le commissaire de Nozay, le citoyen Boutard, dénonça l'ineptie du général : « En parcourant les districts de Blain et de Châteaubriant, il n'a aucunement suivi la marche des chouans. Il a été de Nantes à Nozay, Sion, Châteaubriant, revenant à Nozay en tuant quelques chouans, mais ne laissant derrière lui que maisons pillées et patriotes battus ».

Muscar joignit sa voix à celle de Boutard. Il accusa Tuncq près de Hoche. Appelé à se justifier, le malheureux général ne le tenta même pas, les faits étaient patents. Il en rejeta la responsabilité sur l'indiscipline de ses troupes composées en grande partie de recrues germaniques.

Hoche le releva de son commandement et le traduisit en conseil de guerre. Il fut acquitté. Il reçut la direction d'un nouvel arrondissement, celui d'Ancenis où il acheva de se discréditer par de nouvelles maladresses.

C'est à Nozay (où bien peu de jours après l'avoir quitté) que Brutus Hugo rédigea ses *Réflexions sur l'attaque et la défense des convois*, qu'il inséra en 1827 dans le corps de ses *Mémoires*. Il eut plusieurs pénibles surprises à enregistrer dans ce genre de manœuvres. Terrien, Pacory, Le

Maignan du Petit-Auverné lui enlevèrent certains convois. Le pont de la Quirielle sur la Chère-en-Fougeray, celui de Trenoust sur le Don, en Jans furent témoins de leurs attaques. Lorsque Hoche traversa ce dernier, il ordonna de raser tous les bois et toutes les haies qui l'avoisinaient.

SOURCÈS. — Arch. de la Loire-Inf., L. 251, 279, 254, 531, 521, 921, 958.

Etats civils de Blain, Nozay, Derval.

VICTOR DURUY. — *Le Brigadier Muscar* (*Revue des Deux-Mondes*, 1885).

### A Châteaubriant.

Un mois après le passage du général Tuncq, Muscar fut transféré de Blain à Châteaubriant. Les bagages du 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin y furent transportés par un paysan de Derval, Joseph Bernard de Camardin. Le séjour de Brutus Hugo et de son chef en cette petite ville ne fut pas de longue durée, un peu plus de six mois, du 5 frimaire an IV (26 novembre 1795), au 5 juin 1796 (17 prairial an IV)<sup>26</sup>, mais six mois marqués pour l'un et pour l'autre de graves événements d'ordre public et privé, les uns s'enchevêtrant dans les autres, le tout couronné par la pacification de Hoche et la perspective d'un mariage.

Il importe d'exposer tout d'abord l'état de l'opinion dans la petite cité.

Les semaines qui précédèrent et suivirent les négociations de la Mabilais y avaient été marquées par une réelle détente. Les meneurs les plus exaltés du district, l'ex-abbé Vannier, Hanet et Regnier avaient été arrêtés. On avait

<sup>26</sup>. Archives de la Loire-Inférieure, L. 1239. Ordre de payer 1.500 livres à Joseph Bernard de Camardin en Derval, qui est venu avec deux bœufs formant harnois conduire à Châteaubriant les bagages du 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin (5 frimaire an IV, 26 novembre 1795).

vu l'abbé Le Métayer, parent des Trébuchet, quitter les landes du Petit-Auverné, où il exerçait le culte, s'installer dans l'antique église de Saint-Jean-de-Béré et y célébrer publiquement les cérémonies du culte, à la grande joie du peuple. Chose plus caractéristique encore, le commandant militaire avait cherché dans ses magasins un calice et des ornements sacerdotaux pour permettre à l'abbé de chanter la messe. Les prêtres du voisinage avaient fait leur soumission au gouvernement de la République. Ils y étaient encouragés par l'abbé Defermon, frère du conventionnel, qui, lui-même s'employait judicieusement et activement à l'œuvre de la pacification. Notons l'influence profonde de cette famille. C'est à M. Defermon des Chapellières, au député, que les Hugo et les Trébuchet s'adresseront pour les épauler au sujet de leur avancement.

Des paysans, quelques chouans, des fermiers suivirent l'influence de Messieurs des Chapellières : ils se soumirent. Trois mois s'étaient écoulés, long espace de temps à cette époque, puis la période de la modération s'était close. Sitôt la reprise des armes, les Jacobins crurent que les jours de la Terreur allaient revenir. Tout comme à Nantes, ils se livrèrent à de sauvages manifestations contre les royalistes. En pleine ville de Nantes, les bataillons de l'Allier avaient exécuté un peloton de prisonniers vendéens. M. Bernard du Treil, nommé juge de paix à Châteaubriant en l'an III (beau-frère de Defermon), vit exécuter sous ses yeux, à la porte de son tribunal, un malheureux garde-chasse qu'il interrogeait et qu'on accusait à tort ou à raison de complicité avec les chouans. Craignant pour lui-même, il partit aussitôt pour Rennes. L'heure de la justice calme et sereine n'était point encore sonnée.

Les trois meneurs jacobins dont nous avons parlé retrouvèrent leurs armes et leurs fonctions. Le pillage reprit comme par le passé.

L'état de Châteaubriant était misérable et précaire. La

détresse accablait les habitants divisés entre eux. Les vivres n'arrivaient plus sur le marché. Les chouans faisaient en quelque sorte le siège de la ville. On y mourait de faim. La population civile n'avait pas d'autres vivres que ceux qui provenaient des magasins militaires. Dans les fermes des alentours, les blés étaient cachés : les charrettes étaient séparées de leurs roues. Personne, à l'exception des marchands forains qui servaient d'espions aux deux partis, n'osait s'éloigner d'une portée de fusil des portes de la place. Châteaubriant vivait claquemurée à l'abri de ses murailles moyenâgeuses comme au temps de la Ligue.

Lorsque Muscar et le bataillon de l'Union entrèrent dans la petite ville, tous les tenants du parti jacobin se précipitèrent au devant d'eux pour les acclamer et leur faire partager leurs haines et leurs rancunes.

Le 9 pluviôse an IV (29 janvier 1796). Muscar mit la ville en état de siège. La municipalité modérée établie en floréal an III s'était retirée la veille, elle avait fait place à une municipalité plus avancée. A cette occasion, Muscar composa un petit discours menaçant et emphatique à souhait pour exalter les bienfaits du gouvernement militaire. Cette harangue plut à la municipalité. Elle en multiplia les copies, au point que l'auteur crut devoir l'en remercier.

Il établit son quartier général au château. Hubert Frick, un Alsacien, fut nommé commandant de la place. Les soldats furent cantonnés chez l'habitant. Ce serait trop dire que d'affirmer qu'ils inspiraient confiance. Toutefois, depuis son départ du château d'Aux, Muscar avait rétabli la discipline au sein du bataillon de l'Union; il en avait compris la nécessité ainsi que son capitaine adjudant-major Hugo.

Voyons maintenant quel était leur rôle. Ils avaient devant eux un des meilleurs lieutenants de Scépeaux, le chouan Jean Terrien, dit *Cœur de Lion* qu'appuyaient deux amis,

Jean Pacory d'Issé, dit *Cœur de Roi* et le chevalier Le Maignan d'Heurtebise au Petit-Auverné, bien connu de Sophie Trébuchet.

Terrien était un ancien élève du séminaire d'Angers, fils d'un fermier de Messieurs Defermon des Chapellières. Originnaire de la Rouxière, non loin d'Ancenis, il s'était signalé parmi les insurgés dès le début des hostilités. Obligé de quitter la rive droite de la Loire, et enrôlé dans l'armée de Bonchamp, il y avait commandé la compagnie de Mau-musson composée de tous les jeunes gens que son exemple et ses discours avaient entraînés.

A Vihiers, Muscar et Hugo l'avaient rencontré devant eux; sans le savoir, ils avaient éprouvé la vigueur de son bras. Il avait passé la Loire avec les Vendéens. Echappé au désastre de Savenay, il s'était caché dans les bois du pays natal. Au mois de mars 1794, il avait rassemblé les survivants de l'armée vendéenne las de se tapir dans les champs de genêts. Il avait entraîné un certain nombre de jeunes gens de la première réquisition qui n'avaient pas rejoint ou qui avaient déserté. Il les avait aguerris.

Sur l'ordre de Scépeaux, chef du mouvement insurrectionnel sur la rive droite, il avait quitté les lisières d'Ancenis et avait organisé la chouannerie autour de Châteaubriant. Il y comptait nombre de parents dévoués comme lui à la cause du roi et de l'Eglise, rudes soldats, non moins que rudes laboureurs, tous fermiers cotés et aisés. Les bois de l'Arche, du Vioreau, de Juigné, de Teillay, de Domenesche, de La Guerche, de la Forêt-Pavée, domaine magnifique des barons de Châteaubriant et des Condé, étaient le champ de manœuvre de ses courses, les forteresses naturelles où il s'abritait lui et les fidèles compagnons qui le suivaient partout. Les paysans le ravitaillaient et à l'occasion lui donnaient un coup de main dans le combat. Il abritait ses blessés dans les fermes ou dans les huttes de charbonniers. Jamais les paysans ne le livrèrent,

même, quand réduit à se cacher, il n'avait avec lui que quelques compagnons d'armes. Il les avait défendus et avait fait régner la justice parmi eux. Il vécut et mourut pauvre. Il ne chercha jamais l'argent, mais il aimait les honneurs et le prestige : on pourrait, si c'était l'heure, citer de curieux exemples de ces deux tendances intimes. Il était, par contre, l'ennemi inflexible des Jacobins, des prêtres jureurs et des administrateurs républicains.

Deux choses lui manquèrent pour obtenir autour de Châteaubriant des succès durables : des munitions et de l'argent. Longtemps il n'eut d'autres cartouches que celles qu'il prenait aux soldats républicains ou qu'il leur achetait par ses pourvoyeurs. Il n'avait pas d'autre argent que celui qu'il exigeait des acquéreurs de biens nationaux. Faute de solde régulière, il lui fallait à chaque instant licencier ses soldats.

Il en fut ainsi jusqu'à l'heure où Puisaye eut obtenu que l'Angleterre s'intéressât à la cause des insurgés. Les choses changèrent alors un peu de face, mais non d'une manière décisive : les munitions, même alors, manquèrent encore plus que l'argent.

Tel est l'homme, non vulgaire, que Muscar et Hugo trouvèrent devant eux, l'homme qu'on retrouve autour de Châteaubriant en 1815, en 1832, à l'époque de tous les soubresauts de la Vendée militaire. Quand il mourut nonagénaire en 1854, deux représentants du comte de Chambord assistèrent à ses obsèques. Il était à la fois chevalier de Saint-Louis et chevalier de la Légion d'honneur par la grâce de Louis XVIII et de Napoléon III.

Pour le guider ou tout au moins pour lui transmettre les instructions du général en chef, Muscar avait au-dessus de lui le général Humbert, un Lorrain, qui tenait habituellement garnison à Vitré<sup>27</sup>. Je n'ai pas à faire l'histoire de ce général, quelque peu débraillé, presque illettré, mais courageux, capable d'affronter tous les périls. Les événe-

ments qui suivront nous montreront un des côtés de son caractère.

Humbert, comme Muscar, avait pour mission de tenir tête aux chouans disséminés dans les campagnes d'Ille-et-Vilaine et de Loire-Inférieure, et d'assurer la tranquillité de celles-ci. Ils avaient sous leurs ordres diverses petites garnisons établies généralement dans les églises. Quelques détachements plus importants veillaient à la sûreté des forges de Moisson, de Riaillé, de Martigné-Ferchaud. Ils avaient pour auxiliaires les bûcherons de La Guerche et de Retiers dont la réputation jacobine paraît bien établie. Ils furent la terreur des républicains modérés non moins que des royalistes.

#### Autour des forges de Moisson.

A peine arrivé à Châteaubriant, Hugo fut atteint d'un mal qu'il ne nomme pas, mais qui, dit-il, fut violent et court. Où fut-il hospitalisé ? par qui fut-il soigné ? Autant de points qu'il nous serait intéressant de connaître, car ils nous permettraient de retrouver la trace de ses pas dans les ruelles de la ville et peut-être de démêler l'écheveau des événements qui le mirent en rapport avec Sophie Trébuchet. Mais quand il écrivit ses *Mémoires*, il portait trop peu d'intérêt à celle qui fut sa femme pour nous donner le moindre renseignement sur ce sujet. Notons, toutefois, qu'un hôpital militaire fonctionnait dans l'intérieur du château.

D'autre part, Sophie Trébuchet fixée à Châteaubriant depuis quelques mois avait noué quelques relations avec les parents assez nombreux qu'elle y rencontrait. Un certain nombre d'entre eux, employés aux forges de Moisson, avaient des relations inévitables avec le monde militaire et administratif.

C'est, croyons-nous, de ce côté qu'il convient de rechercher comment le capitaine Hugo et la Nantaise Sophie Trébuchet se rencontrèrent au cours des six premiers mois de l'année 1796.

Cette première induction posée, nous sommes heureux de l'appuyer sur une tradition conservée dans la famille Pouponneau, proche parente des Trébuchet. Les prémices du mariage Hugo et Trébuchet eurent pour théâtre la maison d'un parent, maître de forge dans le voisinage de Châteaubriant.

Or, la question des forges de Moisdon-la-Rivière joue un rôle important dans la carrière militaire de Muscar et de Hugo. Le lecteur qui voudra bien nous suivre en conviendra, quoique Brutus Hugo ait gardé sur cette affaire un profond silence. J'ajoute qu'elle n'a pas seulement trait à sa vie militaire, mais à sa vie privée. Tel est, à nos yeux, le motif pour lequel il s'est tu à son sujet.

Au début de la Révolution, les forges de Moisdon, où pendant si longtemps les Trébuchet remplirent un si grand rôle, étaient sous la direction d'un Lorrain, Melchior Kolhault, un compatriote de Hugo, car il était né à Saint-Martin dans le faubourg de Saint-Dié.

Il avait épousé une Castelbriantaise, M<sup>lle</sup> Jeanne-Marie André, fille d'un ingénieur des ponts et chaussées de Bretagne. Cette femme ne manquait pas de talent, elle avait elle-même dressé la carte de la baronnie de Châteaubriant. En guise de récompense et de cadeau de premier de l'an, le prince de Condé lui avait accordé une rente de cent cinquante livres sur la Forge-Neuve. Le prince étant émigré, la nation continua de servir la rente.

M. Kolhault et sa femme moururent en 1793. Leurs héritiers, MM. Richard-Piverdière, Saulnier et Garnier rendirent les comptes de leur administration à la fin de l'année. Ils eussent désiré conserver la direction de la forge, mais ils étaient suspects. Le département en confia

la gestion à M. Demangeat qui, déjà, administrait la fonderie d'Indret, avec mission de travailler pour la marine et l'artillerie de l'armée des côtes de l'Océan. Hugo le connaissait; il l'avait rencontré à Indret et à Ingrandes. M. Demangeat choisit pour adjoint un ami et parent de la famille Trébuchet, le citoyen Augustin Rocher. Ce dernier n'ignorait rien de la Forge-Neuve, il y servait en qualité de commis depuis de longues années.

On voit comment la liaison s'établit par cette double voie Demangeat et Rocher entre Hugo et Sophie Trébuchet.

L'administration du District n'accepta qu'avec peine la remise de la Forge à M. Demangeat, car elle la trouvait extrêmement préjudiciable à la nation.

M. Rocher, de son côté, était aussi suspect aux Chouans que les Garnier et les Richard l'étaient aux Jacobins. Il était membre du comité de surveillance du district. Les royalistes l'exécutèrent.

Aussitôt le district confia à M. Fidèle-Armand Garnier la direction de la Forge. M. Demangeat, au contraire, fit choix de Joseph Le Sire, beau-frère de Rocher. Bien plus, il dénonça Garnier, dont il obtint la révocation, parce que patriote trop peu sûr.

Mais l'entente cordiale était loin de régner dans la petite cité. Le Sire ne tarda pas à devenir aussi suspect à la municipalité qu'il l'était au district. La première l'accusa de négliger les intérêts des agriculteurs en n'activant pas le travail de la forge. Fermiers, taillandiers, maréchaux ferrants réclamaient des fers qui tous étaient absorbés par l'armée.

C'est dans ces circonstances que le général Humbert arriva à Châteaubriant venant de Vitré avec une troupe de 1.300 hommes. Il se proposait de ravitailler l'armée, de contraindre les paysans à payer l'impôt. Muscar se joignit à lui. D'un commun accord, ils exécutèrent une razzia dans les communes de Moisdon, du Grand et du

Petit-Auverné. L'expédition ne dura pas moins de trois jours, du 11 au 13 pluviôse.

Trop faible pour combattre de front ses deux adversaires, Terrien Cœur de Lion se borna à maintenir le contact avec eux sans engager le fer à fond, tâtant ses adversaires tantôt à Gravotel, tantôt à la Chaussée de la Forge-Neuve. Il attendait des renforts. Rejoint par un premier groupe venu de Derval, il essaya de tenir tête, mais sans succès.

Prévenu par lui, Scépeaux vint à son secours et le rejoignit dans les landes de la Coutancière pendant la nuit. Gorgés de butin, une partie des soldats d'Humbert et de Muscar qui avaient pillé Moisdon et le Grand-Auverné, violé maisons et celliers, défoncé les meubles, massacré hommes et femmes s'étaient réfugiés au Petit-Auverné dans la propriété de la Renaudière enclose de murs de tous côtés.

Scépeaux confia à Terrien le soin de diriger le combat. C'était le matin du 13 pluviôse (2 février 1796). Cœur de Lion essaya d'attirer ses adversaires hors de leur enceinte, ruse inutile. Il les fit alors attaquer de front par les chasseurs de Bourmont que conduisait le comte de Châtillon, pendant que lui-même les assaillait par derrière. Ce fut un massacre; la moitié des assiégés demeura sur le carreau; ils y fussent tous restés si le cantonnement de Moisdon ne fut arrivé à leurs secours.

Sept cents quintaux de blé furent néanmoins enlevés par les deux troupes de Muscar et d'Humbert. Mais le soir venu, Humbert en emporta trois cents à Vitré à la grande déconvenue de Muscar qui eût voulu tout conserver pour Châteaubriant. La population mécontente murmura à tel point que Humbert crut devoir justifier sa conduite dans une proclamation où il invoqua des ordres supérieurs<sup>28</sup>.

28. L. 529. Proclamation de Humbert. Dans cette pièce le général annonçait son prochain retour et déclarait que dans toutes les communes qui ne se seraient pas soumises aux lois de la République, il procéderait à l'enlèvement de tous les bestiaux.

Le 30 pluviôse, il reparut à Châteaubriant. Sa visite avait cette fois un autre but : il s'agissait pour lui d'obtenir de Le Sire, directeur des forges de Moisdon, la livraison d'une grande quantité de fers qu'il se proposait de vendre à beaux deniers comptants aux habitants de Vitré et de La Guerche. Le Sire accepta le marché. Humbert joyeux ne sut pas garder le silence, il fit part de cette bonne affaire à Muscar, disant qu'il gagnerait au moins 50.000 francs. Néanmoins, il annonça qu'il allait procéder à de rigoureuses mesures contre les communes soumises<sup>29</sup>.

Cette fois, Muscar ne l'accompagna pas, mais il mit sous ses ordres la colonne mobile dont il disposait. A deux reprises, Humbert se rendit à Moisdon; il en ramena des fers qu'il déposa sous les halles de Châteaubriant.

Le matin du 6 ventôse, il entreprit de charger ces fers (25 milliers) sur les voitures qu'il avait amenées.

Mais pendant ce temps, les têtes s'étaient montées. La municipalité s'opposa à l'enlèvement des fers. Elle exigea d'Humbert qu'il exhibât l'ordre du général en chef qui l'autorisait à opérer ce prélèvement.

Humbert s'y refusa. La municipalité écrivit au Département pour se mettre à couvert et dénoncer les agissements du général.

Le moment de partir venu, le général demanda à Muscar de lui donner sa colonne mobile pour l'escorter jusqu'à La Guerche. Ce dernier refusa. Furieux, Humbert lui ordonna de se rendre aux arrêts. Muscar maintint son refus et essaya de le justifier. Humbert fit assembler ses troupes et commanda à la gendarmerie d'arrêter le colonel récalcitrant. Peu s'en fallut qu'on en vint aux mains.

Muscar prévint l'exécution de ces ordres. Il rassembla la garnison et se retira avec elle au château.

<sup>29</sup> L. 958. Délibérations du district de Châteaubriant, 30 pluviôse an IV et 1<sup>er</sup> ventôse an IV.

De son côté, la municipalité obtint le déchargement des fers enlevés. Humbert repartit comme il était venu.

Le scandale était patent. De part et d'autre, il fut dénoncé au général en chef, au ministre de la guerre.

Hoche eut voulu en éviter le retentissement. Il estimait Humbert qui avait beaucoup contribué à la victoire de Quiberon. Il donna ordre au 8<sup>e</sup> bataillon de quitter la place et confia à Humbert le soin d'en assurer le remplacement<sup>30</sup>. Il appela Muscar près de lui ainsi que le lieutenant François. Ils partirent de Châteaubriant munis d'un sauf-conduit jusqu'à Nozay emportant avec eux une véhémement protestation de la municipalité en leur faveur. Muscar y était appelé le protecteur des patriotes, leur consolateur, leur appui, le restaurateur de la discipline dans la troupe, le dompteur de la Chouannerie réduite à se jeter dans ses sanglantes tanières. Hoche révoqua ses ordres.

Trois jours après, les municipalités de Moisdon et du Petit-Auverné, pour appuyer les dénonciations lancées contre Humbert firent dresser procès-verbal des pillages et violences dont leurs administrés avaient été victimes. Or, chose curieuse, au nombre des témoins et des victimes, nous trouvons M<sup>me</sup> Trébuchet, née Bodin, tante de Sophie, propriétaire de la Renaudière, et M<sup>le</sup> Le Maignan de Heurtebise. De M<sup>me</sup> Robin, il n'est pas question, elle ne possédait aucun bien au Petit-Auverné<sup>31</sup>.

La conscience de Hoche était suffisamment éclairée. Le même jour, il écrivait d'Angers au ministre de la guerre pour demander le rappel du général Humbert; « l'armée, disait-il, ne pourra que gagner à son changement ».

30. L. 1239. Lettre des administrateurs du canton de Châteaubriant, au général Humbert, du 14 ventôse an IV. Ils lui demandent le prompt envoi d'un bataillon nouveau vu le départ du 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin.

31. Si Sophie Trébuchet intervint dans ces affaires, à nos yeux ce fut pour susciter de la part des habitants du Petit-Auverné une protection contre Humbert et, par voie de conséquence, en faveur de Muscar et de Hugo. Archives de la Loire-Inférieure, L. 151, 1328. Pièces relatives à l'enlèvement des fers et aux plaintes des gens d'Auverné.

Il semble que Le Sire, le directeur des forges de Moisson qui était de connivence avec Humbert, eût dû subir le même sort. Il n'en fut rien. Il conserva son poste. Quelqu'un évidemment s'entremît en sa faveur. Ce quelqu'un, je laisse au lecteur le soin de le nommer. A mes yeux, Sophie Trébuchet était mieux désignée que personne pour plaider la cause du citoyen Le Sire, l'époux de M<sup>lle</sup> Rocher sa parente.

Sur tous ces événements qui intéressent sa vie militaire, ainsi que l'honneur de son ami Muscar, Brutus Hugo s'est tu. Et cependant il ne les ignorait en aucune manière, il y fait deux fois de discrètes allusions dans ses *Mémoires*; ils ont pesé sur sa carrière, nous le montrerons dans un instant, d'une manière capitale. Il y a, à son silence, d'autres motifs que la volonté de n'entretenir ses lecteurs que des questions militaires. Il s'est refusé d'en parler, parce qu'ils avaient trait à son mariage.

#### Contre les Chouans.

Ces événements étaient passés, lorsque Muscar, son ami, l'associa à sa fortune dans une entreprise qui eut d'heureuses conséquences sur le cours des hostilités.

Après Quiberon, divers débarquements de munitions et d'argent anglais eurent lieu, çà et là, sur les côtes bretonnes. L'un d'eux fut exécuté à l'embouchure de la Vilaine, à Billier, près de l'ancienne abbaye de Prières. Terrien reçut pour sa part quelques barils de poudre et de l'argent. Il déposa son trésor de guerre dans un vieux château de la paroisse de Fougeray, à Port-de-Roche, sur le bord de la Vilaine.

Instruit de ces circonstances par ses espions, Muscar résolut d'enlever cette précieuse réserve. Il se porta rapidement sur Port-de-Roche : il se saisit des poudres, mais

non de l'argent. L'événement eut une portée considérable : il priva les chouans de munitions et avança de plusieurs semaines la conclusion des hostilités.

Il fut suivi d'un autre non moins avantageux pour le commandant de Chateaubriant.

Victorieux sur la rive gauche de la Loire, Hoche avait fait refluer sur les arrondissements d'Ancenis et de Chateaubriant toutes les troupes dont il pouvait disposer après la capture de Stofflet et de Charette. Les chouans ne pouvaient avoir le moindre engagement avec un cantonnement républicain sans être assaillis de tous côtés par des ennemis trois fois supérieurs. D'autre part, leurs meilleurs chefs, Terrien, Palierne étaient blessés. Incapables de monter à cheval, ils étaient cachés dans les huttes de charbonniers de la forêt d'Ancenis.

Scépeaux se décida à traiter. Le 1<sup>er</sup> mai 1796, il écrivit de Vritz, où se trouvait son état-major, dans l'hôtel des Simon dont la haute toiture domine encore toute la bourgade, à M<sup>me</sup> de Turpin de Crissé pour l'engager à reprendre ses négociations avec Hoche.

Le même jour, il dépêcha à ce dernier deux de ses officiers pour demander une suspension d'armes. Le lendemain, ceux-ci se présentaient devant Muscar qui les achemina le jour suivant vers Rennes où se trouvait le général en chef.

La réponse de Hoche fut dure, hautaine; en la lisant, on croirait qu'une lutte à mort devait suivre. Il n'en fut rien : les négociations s'ouvrirent aussitôt.

Le 16 mai Scépeaux et son état-major adressaient une proclamation à leurs troupes leur annonçant que la paix était conclue : l'armée rendait ses armes. Il s'agissait de faire accepter cette condition aux chouans endurcis et impénitents qui ne se sentaient pas vaincus et qui dans ces temps d'insécurité générale redoutaient l'animosité de leurs ennemis politiques. Certains faillirent fusiller leurs chefs.

Scépeaux leur fit comprendre les avantages obtenus, le plus considérable après le libre exercice du culte, était le respect des personnes et des propriétés, l'oubli du passé.

Cette proclamation destinée aux royalistes mit en fureur les jacobinières de Blain et de Châteaubriant. Elles protestèrent avec véhémence, dénonçant une nouvelle fourberie au moins égale à celle de la Mabilais. Les chouans qui venaient déposer leurs armes furent insultés et menacés.

Muscar prit alors sa meilleure plume et tenta d'expliquer à ses amis les avantages de la capitulation accordée par Hoche dont à coup sûr il reflétait les pensées. Il le fit en termes excellents, mais quelque peu grandiloquents; c'était le style du jour. « Se peut-il, déclare-t-il aux Castelbriantais, qu'au moment tant désiré de la réconciliation de tous les Français, la malveillance s'agite encore pour détruire dans sa source le bonheur qui se prépare pour vous? Se peut-il que dans les murs de Châteaubriant, on insulte, on maltraite les hommes qui vaincus par la magnanimité de la République, autant que par sa puissance, viennent déposer à nos pieds ces mêmes armes qui si longtemps ont fait la désolation de ces contrées?

» Quel peut être l'esprit infernal jaloux de la paix et du bonheur commun qui ose administrer cet aliment nouveau à l'incendie de la guerre civile? Sachez que nous ne sommes pas au temps de la Pacification. Nos ennemis sont vaincus, ils ne nous dictent point de paix. Ils acceptent le pardon que nous leur offrons et nous acceptons le baiser de la fraternité ».

Au fond, la réconciliation des adversaires n'était point entière. Le tumulte des passions ne s'apaise pas en un instant. Les uns cédaient devant la force, les autres entendaient humilier et triompher. La paix était plus apparente que réelle.

Ce fut un des derniers actes de Muscar. Le 20 prairial (8 juin 1796), il était remplacé dans le commandement de

l'arrondissement militaire de Châteaubriant par le commandant Gabeau. Mais avant de partir, il reçut l'ordre d'arrêter l'abbé Defermon et l'abbé Métayer dont nous avons cité les noms à plusieurs reprises. Il ne put exécuter ces ordres. Sans doute protégea-t-il mieux Le Sire, qu'il eut ordre de défendre à Moisdon.

Le bataillon de l'Union, Muscar et Hugo, son capitaine adjudant-major, furent dirigés sur l'intérieur de la Bretagne.

On sait comment après la paix, Hoche résolut de tenter un débarquement en Angleterre. Un premier corps expéditionnaire devait descendre dans la Cornouaille et soulever le pays de Galle, un deuxième, sous ses ordres, devait se diriger sur l'Irlande.

Le premier corps fut composé des éléments les moins recommandables de l'armée, d'anciens forçats, de faux chouans, de déserteurs rentrés. Il eut pour mission de susciter au sein des populations galloises une guerre analogue à celle des chouans. Hoche qui appréciait le courage de Humbert et ne l'avait abandonné qu'à regret, après son équipée de Châteaubriant, le rappela près de lui un mois après l'événement. Il lui confia le commandement de cette avant-garde ; il se réservait de l'appuyer dans l'exercice de l'autorité, à l'aide d'un état-major sérieusement choisi.

A Brest, le général en chef eut une entrevue avec Muscar. Il lui proposa de faire partie de cette avant-garde. Celui-ci accepta dans l'espoir d'un nouveau galon : Hugo par amitié acquiesça à ce projet. Mais lorsqu'ils apprirent qu'ils auraient pour chef Humbert lui-même, ils retirèrent leur parole. Ils n'avaient oublié, ni l'un ni l'autre, les difficultés qu'ils avaient eues à Châteaubriant, difficultés sur lesquelles Hugo a gardé un si mystérieux silence. Ils se crurent humiliés et désavoués en se voyant sous les ordres de celui qu'ils avaient dénoncé, en voyant aussi avec quelle rapidité Hoche était revenu sur sa décision à l'égard du

général Humbert. Ils quittèrent Brest et le bord du vaisseau le *Scévola* sur lequel ils étaient embarqués.

Le général en chef n'insista pas, mais le départ de Muscar et de Hugo le froissa. Il y a dans sa correspondance, une lettre adressée à Hédouville qui semble bien concerner Muscar : « Je n'ai pas été content de M... à mon voyage à Brest. Il m'a refusé... Suffit, je lui voulais du bien. ».

Parmi les officiers que Hoche recommanda à la faveur du ministre de la guerre, on chercherait en vain les noms de Muscar et de Hugo.

La guerre dans l'Ouest était finie pour eux : ils quittèrent l'armée d'Irlande et furent attachés à celle de Paris. Ils étaient rendus au camp de Grenelle fin juillet, début d'août 1796.

#### Les Chouans dans l'œuvre de Victor Hugo

Est-il besoin, après tout ce que nous venons de raconter, de commenter les déclarations que Victor Hugo a faites au sujet de sa mère, dans le but de justifier les opinions royalistes qu'il afficha au début de sa carrière : « La mère de l'auteur, pauvre fille de quinze ans, en fuite à travers le Bocage, a été une brigande comme M<sup>me</sup> de Bonchamp et M<sup>me</sup> de la Rochejacquelein ? » Nous ne le croyons pas. Quiconque est au courant de la vie des Trébuchet et des Le Normand, tous ceux qui connaissent les aventures de Brutus Hugo en Vendée ne sauraient souscrire à pareille affirmation. Nul doute que celui-ci ne dut sourire bien des fois des déclarations monarchiques de son fils.

Mais poussons plus loin notre argumentation : nous arriverons peut-être à mettre en lumière certain côté de l'œuvre littéraire du poète.

Si M<sup>me</sup> Hugo eût pris part, d'une manière ou d'une autre,

soit à la guerre de Vendée, soit à celle des chouans, nul doute, nous trouverions dans les œuvres de ses fils Abel ou Victor quelques souvenirs des aventures de leur mère. Or, sur ce point, silence absolu. Aucun des deux frères n'y a fait la moindre allusion.

Parvenu au terme de sa carrière littéraire, Victor Hugo aborda la peinture des guerres de l'Ouest dans une sorte de poème symbolique en prose intitulé *Quatre-vingt-treize*. Le dessein du poète est d'y condenser ses vues sur ce grand événement de notre histoire, de montrer la supériorité de l'idéal républicain sur celui qui animait les paysans de l'Ouest et surtout les émigrés débarqués sur nos côtes par l'Angleterre. Hugo était parvenu à l'âge où l'on se raconte volontiers soi-même. Il n'a pas manqué d'obéir à ce penchant.

L'intrigue se passe dans le voisinage du Mont-Dol et surtout dans l'extraordinaire château des sires de Fougères où ni son père, ni sa mère ne sont jamais venus, mais où il a accompli dans sa jeunesse un voyage en compagnie de M<sup>lle</sup> Drouet. Fougères est, d'ailleurs, le lieu de naissance de cette dernière. Le personnage principal, le vicomte de Gauvain, n'est autre que le poète lui-même : il s'est affublé du nom de famille de sa maîtresse. Autour de la pittoresque forteresse bretonne s'agite une foule captivante de paysans et de chouans dont il a recueilli les noms et les appellations dans les chroniques locales, non à Fougères même, mais dans le voisinage. Quiconque a lu les *Lettres sur la Chouannerie* dans le Maine, de M. Duchemin-Descepeaux, reconnaît sans peine la source où le romancier a puisé à pleines mains les éléments de sa peinture. Ce volume, il ne l'a trouvé ni dans la bibliothèque de son père<sup>32</sup>, ni dans

32. Dans la bibliothèque du général Hugo, dont M. Belton a donné l'inventaire, je ne vois qu'un seul ouvrage relatif aux guerres de la chouannerie : *Les Mémoires d'Olivier d'Argent*. L. BELTON, *Victor Hugo et son père le général Hugo, à Blois*, p. 14, dans les *Mémoires de la Société Sciences et Lettres de Loir-et-Cher*, 1902.

celle de sa mère, il l'a plutôt reçu des mains de Lamennais, son ami intime à l'époque où il parut. Ce dernier n'était plus guère royaliste alors, il était bien proche d'être libéral, mais il admirait profondément cette chronique paysanne, d'une simplicité voulue, bien opposée à la grandiloquence de Hugo. « Je ne crois pas, écrivait-il à la comtesse de Senfft, qu'on puisse rien lire de plus merveilleux et de plus touchant. C'est une Illiade chrétienne dont les héros sont un fraudeur de sel, un pauvre mendiant, quelques garçons de ferme que la foi élève tout-à-coup à une hauteur qui laisse à mon avis bien loin en arrière tout ce que l'on connaît de grand, à cause de je ne sais quelle délicatesse d'humilité qui semble ne pas être de la terre. Il y a là quelque chose de plus beau, de plus naïf, de plus épique que la Vendée même ».

Lamennais exagère quelque peu, emporté par l'enthousiasme, mais il est bien certain qu'on n'oublie plus les *Lettres sur la Chouannerie* quand on les a lues. C'est là que Hugo a puisé sans le dire ses meilleurs et ses seuls renseignements sur les guerres de l'Ouest : c'est là qu'il a connu Jean Cottureau, dit Jean Chouan; Treton, dit Jambe d'Argent; Planchenault-Cœur de Roi; Gaullier-Grand-Pierre; Delière, Taillefer, Lecomte, Rochambault. Il ne connaît que les chefs de la Mayenne. Il ignore la chouannerie d'Ancenis, celle de Châteaubriant, celle du Morbihan. De Terrien, de Pacory, de Palierne et surtout du chevalier Le Maignan, qui ont vécu aux lieux mêmes où sa mère a vécu, il ignore tout. Ajouterai-je qu'en peignant les humbles héros de M. Duchemin des Cépeaux, il les déforme et les rend incompréhensibles.

A notre avis, la cause est jugée sans appel : Sophie Trébuchet n'a jamais eu la moindre relation avec les Chouans, pas plus qu'avec les Vendéens et elle n'a pas pu en avoir. Elle n'a transmis aucun souvenir à son fils à leur sujet.

Toutefois, j'ajoute que le poète fut autorisé par la conduite et les conversations de sa mère à la croire royaliste. Elle vivait dans un petit cercle de dames fort attachées à la cause monarchique, cercle où nous relevons les noms de M<sup>me</sup> Dumesnil et de M<sup>me</sup> de Corbron. Elle y cachait d'autant moins ses sentiments pour les Bourbons que son mari, qu'elle n'aimait plus, paraissait plus attaché à l'ordre nouveau. Devant ses amies, M<sup>me</sup> Hugo évitait avec soin de parler de son grand-père Le Normand. Mais se vantait-elle de ses relations avec les Chouans ou les Vendéens ? Nous ne le croyons pas et nous avons dit sur quels faits nous appuyons notre opinion. Guidé par ces souvenirs, par la mémoire de son oncle Marie-Joseph Trébuchet, modèle de fonctionnaire, profondément attaché à la cause monarchique, ainsi que toute sa parenté, mais aussi pour justifier son royalisme passé, le poète a fait de sa mère, lors de l'apparition des *Feuilles d'automne*, une brigande à l'exemple de M<sup>mes</sup> de Bonchamp et de la Rochejacquelein. Il a dépassé la mesure.

#### **Mariage de Léopold-Sigisbert Hugo et de Sophie Trébuchet.**

Le capitaine Hugo emportait avec lui lorsqu'il quitta Châteaubriant une promesse d'affection de la part de Sophie Trébuchet; de son côté, il donna une promesse non moins ferme d'attachement.

Commencée peut-être à Nantes, rue Maupertuis, sous les yeux du grand-père Le Normand, et en pleine Terreur (certains indices le marquent et confirment l'affirmation de Victor Hugo) l'affection des deux jeunes gens se développa à Châteaubriant, sur les bords de la Chère, à l'ombre des tours qui furent témoins de la mort de Sybille de Châteaubriant, le jour même où son mari revint de la Croisade. De ce fait, je ne veux qu'une preuve, c'est une lettre de

Brutus Hugo à son beau-frère Marie-Joseph Trébuchet : « Sophie, dit-il, se plaît beaucoup par ici (à Nancy). Elle court les bois où elle trouve des sites charmants et compare tout ce qu'elle voit aux rivages de la Chère et du fameux Châteaubriant. Là, c'est une épaisse forêt qui ressemble à la petite... qui couvre cette ville; ici, c'est un superbe édifice qui imite la maison commune qu'on y voit; là, c'est la Meurthe rapide et tortueuse qui ressemble en tout à la Chère marécageuse et dormante. Nous rions tous les deux de ces comparaisons ».

Mais combien de soldats ont échangé ainsi des promesses qui ne se sont point réalisées, parce que vite oubliées, vite effacées par le cours impérieux de la vie ou contrariées par la volonté des parents.

Pour Hugo et Sophie Trébuchet, événements et parents ne tardèrent pas à être d'accord.

A peine débarqués du *Scévola*, Muscar et Hugo furent dirigés sur le camp de Grenelle dans la banlieue parisienne. Les restes du 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin furent fondus avec d'autres éléments et constituèrent la 20<sup>e</sup> demi-brigade. Muscar eut été heureux de commander cette nouvelle formation : elle ne lui fut pas confiée.

Pendant qu'ils séjournaient à Grenelle, ils faillirent être témoins, victimes ou acteurs dans une échauffourée révolutionnaire. Les Babouvistes tentèrent de soulever le faubourg Saint-Antoine contre le Directoire. Ils échouèrent le 11 et le 12 fructidor (28 et 29 août 1796). Ils crurent être plus heureux près des militaires campés à Grenelle. Dans la nuit du 23 au 24 fructidor (9-10 septembre 1796), ils envahirent le camp croyant bien entraîner avec eux l'armée dans laquelle ils comptaient un certain nombre d'amis. Le sang-froid et la résistance du colonel du 21<sup>e</sup> dragons firent échouer l'entreprise. Pour Muscar et Hugo, ils n'avaient plus de goût pour les révoltes militaires. Ils se rangèrent

autour du général La Tour-Foissac auquel incombait le commandement du camp.

Celui-ci leur en sut gré. Le 28 novembre 1796, sur sa proposition, Muscar fut nommé commandant de la petite place d'Ostende dans les Pays-Bas. Ce fut pour lui l'occasion d'accomplir le plus beau fait d'armes de sa carrière militaire. A partir de ce jour, les deux amis se séparèrent. Ils entretenaient toutefois correspondance.

Quant à Hugo, actif, infatigable, ne craignant pas les difficultés, La Tour-Foissac en fit en quelque sorte le chef d'état-major de sa formation, mais il ne lui donna pas d'autre titre que celui d'adjudant divisionnaire, donc aucun grade.

Toutefois, pour lui marquer son contentement, il obtint sa nomination en qualité de rapporteur au premier conseil de guerre permanent de la 17<sup>e</sup> division militaire, le 19 mai 1797, à Paris.

On conçoit mal cette nomination. Elle n'est compatible ni avec le tempérament, ni avec les aptitudes de Brutus Hugo. Pourquoi quitte-t-il le service actif, si bien en harmonie avec son tempérament sanguin, impulsif, pour embrasser la vie de bureau où l'avancement est lent, où l'officier n'a aucune chance de se signaler par un coup d'éclat, où son travail, sa persévérance sont ses seuls moyens de parvenir ?

A notre avis, Hugo en sollicitant cette nomination (car il l'a sollicitée), n'avait pas d'autre motif que celui de préparer son mariage.

Jusqu'alors M. Le Normand et très probablement sa petite-fille ne consentaient pas au mariage désiré : Hugo ne répondait pas entièrement à leurs désirs. Le premier se refusait à donner sa fille à un militaire obligé de courir le monde et de laisser sa femme seule ou de la traîner sur les grandes routes. La seconde n'avait, sans doute, pas les mêmes craintes, mais elle avait les mêmes goûts : elle

ambitionnait d'être la femme d'un fonctionnaire et non d'un soldat. Il lui répugnait d'être ballottée de bivouac en bivouac en compagnie surtout de femmes telles que celles qui suivaient le bataillon de l'Union.

La nomination de Hugo aux fonctions de rapporteur dans un conseil de guerre aplanit tous les obstacles. Cinq mois après, le mariage était conclu. M. Le Normand donnait son agrément à une union qu'il ne pouvait d'ailleurs pas empêcher, sa petite-fille étant pleinement majeure.

Les publications du mariage eurent lieu à Nantes, domicile légal et réel de M<sup>me</sup> Trébuchet. Elle avait quitté Châteaubriant et sa tante M<sup>me</sup> Robin, pour habiter rue Maupertuis près de son grand-père. Dans cet acte, elle est qualifiée de rentière, mais de rentes elle n'en avait point. Le certificat de publication fut levé le 13 brumaire an VI (3 novembre 1797).

Le 17 brumaire, elle se faisait remettre par M. Le Normand six cents livres sur ce qui pouvait lui revenir dans la succession de son père. Celle-ci n'était pas encore liquidée.

Munie de ces faibles ressources, elle se mit en route accompagnée de son jeune frère Marie-Joseph, mais non de son grand-père trop âgé pour entreprendre ce long et dur voyage dans la voiture publique.

Le mariage fut sur le point de se rompre. Pour quel motif ? désir de conserver sa liberté de la part de Hugo ? c'est très possible, mais plus probablement parce que Sophie n'apportait la promesse d'aucune dot. Certains passages de la correspondance du mari laissent entrevoir qu'il y eut sous ce rapport quelque débat. En 1804, il écrit à sa femme demeurée à Paris, alors qu'il tenait garnison à l'île d'Elbe : « Rappelez-vous que quand j'ai dû vous épouser, vous me fîtes espérer qu'il vous revenait quelque chose de votre père. Il n'en a rien été ». Deux ans plus tard, il accuse sa femme de se vanter faussement de lui

avoir apporté quarante mille francs de rente, alors qu'elle n'avait absolument rien.

Bref, Hugo passa l'éponge sur toutes ces misères financières. Il épousa Sophie Trébuchet le 24 brumaire an VI (15 nov. 1797). Le jour même, le contrat fut signé devant Maître Cabal, notaire à Paris. Nature spontanée, toute d'élan, le nouvel époux fut certainement le plus magnanime, le plus dépourvu de calcul des deux conjoints.

Cet acte civil ne fut suivi d'aucun mariage religieux. Brutus Hugo n'y tenait en aucune manière; sa femme n'en exprima point le désir.

Il est un point sur lequel Hugo n'a jamais varié, c'est son anticléricalisme. Il unit l'incrédulité de Voltaire au réalisme de Diderot et à la sensualité lyrique de Rousseau.

A l'époque de son mariage, il n'avait rien perdu de son exaltation politique. Il signait encore Brutus Hugo. Il se fit graver un cachet. Au centre, les deux lettres B et H, accolées de deux branches de lierre, sont posées sur une levrette couchée sur le flanc, relevant sa fine tête d'un gracieux mouvement. Au sommet, deux colombes se donnent un baiser. Le tout est surmonté d'un bonnet phrygien avec cette devise : *Je meurs où je m'attache*, devise bien illusoire, mais à laquelle l'imaginatif possesseur de ce cachet n'entendait point alors donner de démenti.

Hugo est là tout entier, sentimental et exalté.

Quant à Sophie Trébuchet, elle partageait les idées politiques et religieuses de son mari. On cherche en vain dans sa vie matrimoniale une manifestation évidente de foi chrétienne. Si, à Nancy, elle consent à laisser baptiser son fils aîné Abel, auquel elle donne les prénoms de Jean-François, en souvenir du marin son père, il ne semble pas qu'elle ait pris part à la cérémonie, sa signature ne figure pas au pied de l'acte. Le second de ses fils fut également baptisé à Nancy. Quant à Victor-Marie, le poète, son baptême paraît fort douteux. Personne jusqu'ici n'en a

découvert le texte. Mais ce détail ne suffit pas à nos yeux à prouver qu'il n'a pas été baptisé. L'ignorance de son père à ce sujet n'est pas davantage un argument péremptoire. Bien des pères incroyables n'ont jamais connu le baptême de leurs enfants.

Le principal intéressé, Victor Hugo lui-même, croyait sincèrement qu'il avait été baptisé. On connaît le vers de l'ode consacré par lui à son enfance :

Dans un casque pour moi l'eau sainte fut puisée.

Il s'est ailleurs donné pour le filleul de La Horie. Lors de son mariage en l'église de Saint-Sulpice de Paris, il a attesté la réalité de son baptême. A nos yeux, son témoignage est plus important que celui de son père. Lorsqu'il vit le jour, les cloches de Pâques se préparaient à annoncer à toute la France la conclusion du Concordat.

En tout cas, il semble bien que le poète juge exactement sa mère quand il écrit : « Elle n'avait la ferveur de son père qu'en politique et n'était dévote qu'au trône », encore ce dévouement politique n'est-il point le fait de la jeunesse de Sophie Trébuchet, mais celui de ses dernières années.

Une dernière curiosité nous porte à chercher comment les Trébuchet appréciaient le futur général Hugo.

Ils ne nous ont pas laissé le témoignage de leurs sentiments à l'époque de son mariage, mais vingt-cinq ans plus tard, un neveu de Sophie, Adolphe Trébuchet, eut avec le général une entrevue dont il rendit compte à son père. De longues années de brouille et de silence s'étaient passées. Malgré ces misères, le vieux soldat accueillit le neveu de sa femme avec cordialité.

« Tu ne seras pas plus étonné que moi, écrit le jeune Trébuchet à son père demeuré à Nantes, de cette réception. Je t'avoue que je ne m'y attendais pas et je croyais que cette entrevue se serait passée assez froidement, ce qui

eût été fort naturel. Il n'en fut rien : Il m'a embrassé et m'a reçu avec l'accueil le plus amical, avec les dehors les plus affectueux.

» Du reste, mon oncle est fort laid, ainsi que sa (seconde) femme. Il a peut être un pouce de plus que toi et c'est tout. Il est fort gros et a l'air extrêmement bon. Il louche beaucoup et je crois que tu ne le reconnaîtras pas à ce portrait, toi qui le veux fort grand et, je crois, maigre<sup>33</sup> ».

Ce portrait rapide a un double avantage, il nous présente la physionomie du père Hugo à une double époque de sa vie, quand déjà touché par les années, il reçut la visite d'Adolphe Trébuchet et quand à Nantes et à Châteaubriant, il paraissait sous les yeux de son beau-frère.

Le portrait rappelle étonnamment celui que M. Paul Foucher a donné du général. « Il aimait, dit-il, à rire et ne haïssait pas le propos leste. C'était un homme excellent, au physique replet et coloré<sup>34</sup> ».

Mais qu'il est difficile d'écrire l'histoire ! De ces portraits, rapprochons celui que Victor Hugo a tracé de son père en tête de ses propres souvenirs. Il peint celui-ci à l'époque de son mariage : « C'était un grand et fier garçon, bien fait et ayant dans l'expression de son visage, cette beauté supérieure, la bonté<sup>35</sup> ». Si le poète insiste à bon droit sur la bonté visible de son père, il ne dit rien de sa physionomie véritable et de son défaut caractéristique.

### Nantes et Victor Hugo.

Inutile de pousser plus loin l'analyse de la vie de Brutus Hugo. Désormais, son histoire n'est plus mêlée à celle de Nantes. Il n'y revint jamais.

Pas plus que lui, Sophie Trébuchet ne revit la ville où

33. Abbé DUBOIS, *Bio-bibliographie de Victor Hugo*.

34. P. FOUCHER, *Les coulisses du passé*, p. 367.

35. *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, p. 8.

elle était née, où vivaient son grand-père, son frère, sa sœur, ses neveux et quantité de parents. Fixée à Paris, elle ne se résolut jamais à le quitter; même à l'époque où, attirée par la brillante situation de son mari, elle le rejoignit à Madrid, elle conserva la pensée d'y revenir. Elle eut à plusieurs reprises la velléité de revoir Nantes, mais jamais elle ne tenta sérieusement de la réaliser.

Ses enfants l'imitèrent. Le poète n'a jamais visité Auverné. Il en a fait la déclaration à M. le sénateur de la Sicottière. Il traversa Nantes en 1834, il y séjourna vingt-quatre heures au mois d'août. Il entra à la cathédrale, examina le tombeau de François II et monta sur une des tours, mais ne prit pas le temps de voir les membres de sa famille qui vivaient encore, ses tantes religieuses ursulines, M<sup>me</sup> Marie-Joseph Trébuchet. Il était, il est vrai, en compagnie telle qu'il ne pouvait se permettre aucune de ces démarches.

Quant à Abel Hugo, il a peut-être accompli un voyage dans l'arrondissement de Châteaubriant, du moins, il l'insinue à deux reprises. Décrivant les coutumes du pays castelbriantais, il écrit : « Auverney était transporté en voyant les lieux où il a passé son enfance ». Mais c'est peut-être là pure licence poétique et romantique, car l'article du *Conservateur littéraire* qui renferme cette description : « VOYAGE A AUVERNEY. Costumes, Mœurs, Habitations. Une noce », ne donne en aucune manière l'impression d'une chose vue. Certainement les habitants d'Auverné ne se reconnaîtraient point dans un pareil tableau où l'imagination a plus de part que l'observation.

Quinze ans plus tard, Abel Hugo publia une description de la *France pittoresque*. Un fascicule est consacré au département de la Loire-Inférieure : c'est en quelque sorte une œuvre de famille. Abel y a inséré des textes empruntés à son oncle Marie-Joseph Trébuchet, par exemple, la description de Saint-Fiacre; à Adolphe Trébuchet, une visite

à l'abbaye de Meilleraye. Il n'est pas jusqu'à M. Le Normand, curé de La Boissière-du-Doré, qui ne soit mis à contribution. Le général Hugo fournit les quelques pages qui ont trait aux guerres de l'Ouest. Dans cette notice, Abel Hugo qui décidément tenait à sa prose, réédite son article du *Conservateur Littéraire*, disant qu'il emprunte ces détails au journal d'un voyage accompli depuis peu dans l'arrondissement de Châteaubriant. Mais là encore est-il vraiment exact ? Rien ne le prouve.

Cependant ni Victor, ni Abel Hugo n'oublièrent le pays natal de leur mère : Nantes et sa banlieue. A plusieurs reprises, Abel se dissimule dans le *Conservateur littéraire* sous le pseudonyme de *D. Monnière*, localité où son grand-père se maria, où M. Le Normand du Buisson posséda d'excellentes vignes.

Victor signe nombre d'articles du nom transparent de *V. d'Auverney*, lieu d'origine de sa famille maternelle. Le héros d'un de ses premiers romans, *Bug-Jargal*, est le capitaine *Léopold d'Auverney*, un combattant des guerres de Saint-Domingue, où l'auteur prétendait avoir de grands biens, sans qu'on sache à quel titre. Toutefois, il abandonna ce pseudonyme, lorsque cessa de paraître le *Conservateur littéraire*. Il ne le trouvait plus utile, si ce n'est pour couvrir certaines traductions de Virgile et de Lucain, traductions en vers qu'il composait, disait-il, avant sa naissance.

Il est, cependant, dans ses *Odes*, une pièce charmante consacrée à Nantes, *la Fiancée du Timbalier*. Elle est, ni plus ni moins, la transcription en vers d'un récit favori de M. Pierre Foucher, beau-père du poète. Le souvenir des pompes de la Fête-Dieu à Nantes était demeuré gravé dans la mémoire de ce vieillard. Son gendre, moins chrétien, admirait les couleurs de ses récits, mais la fête religieuse lui agréait moins. Il a tracé d'une manière vivante l'entrée d'un duc de Bretagne à Nantes au retour d'une expédition

en Aquitaine. Une fiancée assiste à ce défilé, elle en décrit les divers aspects, elle meurt, ne reconnaissant point le timbalier qu'elle attendait. A côté de détails empruntés à P. Foucher, la fantaisie du poète en a ajouté d'autres tirés de sa fertile imagination, mais aussi des souvenirs qu'il tenait de sa mère, témoin l'évocation de la chapelle Saint-Gildas, près de laquelle vécurent Sophie et ses grands-parents en la rue des Carmélites. Le timbalier, au fait, c'est le poète; la fiancée, c'est Adèle Foucher.

La *fiancée du Timbalier* est dédiée à M. J. F., c'est-à-dire, croyons-nous, à M. Joseph Foucher, beau-père du poète<sup>36</sup>. Elle est une réplique au récit que celui-ci aimait à faire des splendeurs de la Fête-Dieu à Nantes. Dans ce concours littéraire, inutile de le dire, le vainqueur ne fut pas le beau-père.

Monseigneur le duc de Bretagne  
A, pour les combats meurtriers,  
Convoqué de Nantes à Mortagne,  
L'arrière-ban de ses guerriers.

.....  
.....  
L'un d'entre eux est mon fiancé.

Il est parti pour l'Aquitaine  
Comme timbalier et pourtant  
On le prend pour un capitaine  
Rien qu'à voir sa mine hautaine  
Et son pourpoint d'or éclatant !

Depuis ce jour l'effroi m'agite.  
J'ai dit joignant son sort au mien :  
Ma Patronne, sainte Brigitte,  
Pour que jamais il ne le quitte,  
Surveillez son ange gardien !

36. Nous disons, *croyons-nous*, car le beau-père de Victor Hugo se nommait, en réalité, Pierre Foucher, baptisé à Saint-Nicolas de Nantes le 24 septembre 1772, fils de René Foucher, cordonnier, et de Françoise David, tailleuse.

J'ai dit à notre abbé : Messire,  
 Priez bien pour nos soldats !  
 Et comme on sait qu'il le désire,  
 J'ai brûlé trois cierges de cire  
 Sur la châsse de saint Gildas <sup>37</sup>.

A Notre-Dame de Lorette  
 J'ai promis dans mon noir chagrin  
 D'attacher sur ma gorgerette  
 Fermée à la vue indiscreète  
 Les coquilles du pèlerin.

.....

.....

Le Duc triomphant nous rapporte  
 Son drapeau dans les camps froissé.  
 Venez tous sous la vieille porte <sup>38</sup>  
 Voir passer la brillante escorte,  
 Et le prince et mon fiancé.

.....

L'Egyptienne sacrilège  
 M'attirant derrière un pilier  
 M'a dit hier (Dieu nous protège !)  
 Qu'à la fanfare du cortège  
 Il manquerait un timbalier.

Mais j'ai tant prié que j'espère !

.....

Le Duc n'est pas loin ; ses bannières  
 Flottent parmi les chevaliers,  
 Quelques enseignes prisonnières  
 Honteuses passent les dernières,  
 Mes sœurs ! voici les timbaliers !

Elle dit et sa vue errante  
 Plonge, hélas ! dans les rangs pressés ;  
 Puis dans la foule indifférente  
 Elle tomba froide et mourante.  
 Les timbaliers étaient passés.

37. La chapelle Saint-Gildas, à Nantes, était dans la rue des Carmélites où habitait toute la famille Trébuchet.

38. Allusion à l'ancienne porte de ville près l'évêché de Nantes et qui subsiste toujours.

Le pays de Châteaubriant, de son côté, peut revendiquer une page des *Feuilles d'Automne*. Elle est dédiée à X., *Trappiste à la Meilleraye*. Nombre de chercheurs se sont efforcés de trouver le nom de ce mystérieux pénitent, mais sans succès. Plusieurs ont cru que cette poésie rappelait la retraite d'un fils ou d'un frère de l'orateur Berryer. Vaine supposition. Dans la liste des professions religieuses de Meilleraye, on ne rencontre jamais ce nom. A la vérité, on constate en l'abbaye la présence d'Arthur Berryer, fils de l'avocat, mais c'est en 1833, à une époque bien postérieure à l'apparition des *Feuilles d'Automne*. D'autre part, cet adolescent ne fut jamais moine. Il fut placé à Meilleraye pour y faire ses études sous l'abbé Saulnier de Beauregard, bon latiniste, non moins qu'orateur éloquent. Sa présence en l'abbaye fut la cause d'une perquisition de la police.

Force est donc de chercher ailleurs le destinataire de cette poésie d'un caractère trop général pour qu'il soit possible de le reconnaître.

A nos yeux, cette pièce, en dépit de la date du 20 mai 1830 que lui attribue le poète, se rattache aux relations que les Trébuchet entretenirent avec Meilleraye. Joseph-Marie Trébuchet était en excellents termes d'amitié avec l'abbé Saulnier de Beauregard. Il avait eu l'occasion de lui rendre divers services.

Adolphe Trébuchet, son fils, visita l'abbaye. Ce fut en 1820 l'occasion d'une narration épistolaire, qui ne tarda pas à être livrée à la presse. Après avoir paru dans divers journaux, elle fut insérée dans le *Conservateur littéraire*, puis dans le *Lycée armoricain*. Qui sait, si vers 1830, quelque membre de la famille Trébuchet n'est pas entré au monastère ?

Toutes ces pièces, tous ces détails datent de l'époque où Abel et Victor habitent l'appartement de leur mère, du temps où leur oncle Joseph Trébuchet leur expédie, témoignage d'une délicate amitié, des sacs de châtaignes, des

macarons de Châteaubriant, des bourriches de gibiers, du beurre de la vallée de la Loire, des cafés nantais; du temps où Adolphe Trébuchet, son cousin Daniel, Alory, son ami, faisaient leurs études de droit à Paris et fréquentaient le salon de M<sup>me</sup> Hugo. Mais après la mort de Joseph Trébuchet, il n'est plus question de Nantes dans les poésies de Victor Hugo.

\*\*

Il ne l'oublie pas cependant, mais c'est pour y revendiquer du chef de sa mère certaines parentés, aussi problématiques qu'illustres : avec le comte Mathieu-Augustin Cornet, pair de France; avec Constantin-François Chassebœuf, plus connu sous le nom de Volney<sup>39</sup>; avec le marquis d'Espinouze, Charles-Louis-Alexandre Coriolis.

Le sénateur, comte et pair de France, Mathieu-Augustin Cornet, agent actif du coup d'Etat de Brumaire, dont il a laissé le récit, était un commerçant nantais, fils d'un négociant et d'une épicière, Jeanne Cosson. Cette dernière appartenait à une famille d'une probité proverbiale fort liée avec les Trébuchet, ses voisins. Elle tenait boutique dans la Haute-Grande-Rue, non loin de la cathédrale. Mais je cherche en vain les liens de parenté qui pouvaient l'unir aux Hugo. Aussi bien Adolphe Trébuchet qui, dans ses lettres à son père, se rappelle souvent au souvenir de la famille Cosson n'invoque jamais sa parenté avec elle.

Constantin-François Chassebœuf, dit Volney, né à Craon, en Anjou, était fils d'un avocat de cette localité et de Charlotte Gigault, originaire de la Cornouaille, en Anjou, près Candé. Il mourut comte et pair de France en 1820, un an avant Sophie Trébuchet. Il est célèbre par ses voyages en Orient, aux Etats-Unis, en Corse, par ses études d'érudition, ses pamphlets révolutionnaires, ses ouvrages hostiles à l'Eglise et aux Bourbons.

39. Richard LESCLIDE, *Les propos de table de Victor Hugo, 1872-1879.*

Léon Séché s'est porté garant de la parenté de Sophie Trébuchet avec l'auteur des *Ruines*. « Victor Hugo, dit-il, qui par M<sup>me</sup> Le Normand du Buisson était quelque peu parent de Volney, regrettait que l'auteur des *Ruines* eût changé son nom patronymique de Chassebœuf qui avait, disait-il, une couleur celtique. M. le comte Léopold Hugo de qui je tiens ce renseignement, m'écrivait, à la date du 30 mars 1895, que Volney avait offert maintes fois à la mère du poète de le faire son héritier à la pairie ».

N'en déplaise à M. Séché, la parenté de Victor Hugo avec Volney me paraît aussi douteuse que la couleur celtique du nom de Chassebœuf. Tout cela est pur propos de table. Quant à M<sup>me</sup> Le Normand du Buisson, aïeule maternelle du poète, sur laquelle se fonde sa parenté avec Chassebœuf, ce ne peut être que Pélagie Brevet, première femme de René-Pierre Le Normand du Buisson, juge au tribunal révolutionnaire. Or, elle n'avait rien de commun avec Candé, Craon ou la Cornouaille, elle était de Gestigné, près Clisson.

D'autre part, Volney était, sans doute, heureux d'être sénateur et pair de France, mais il n'était nullement royaliste : les poésies monarchiques du jeune Victor Hugo n'étaient pas un titre à sa bienveillance. Caractère rogue, rendu plus maussade encore par la vieillesse, il ne prodiguait point ses bonnes grâces à tout venant. Les vers ne le charmaient en aucune manière.

Quand il mourut, il fut remplacé à l'Académie française par M. de Pastoret. Celui-ci évita dans son discours de réception toute allusion aux idées politiques de son prédécesseur. Il en fut de même de M. de Laya qui souhaita la bienvenue au nouvel élu. A l'époque, Victor Hugo rendit compte dans le *Conservateur littéraire* de cette séance académique. La réserve des deux orateurs déplut au jeune poète. Il eût voulu que M. de Pastoret exprimât une répudiation franche des principes de son prédécesseur. Evidem-

ment M<sup>me</sup> Hugo n'avait point fait confiance à son fils des projets de Volney<sup>40</sup>.

Après les propos de table, il convient d'examiner les propos imprimés et poétiques de notre auteur.

La parenté la plus extraordinaire que Victor Hugo se soit attribuée à lui et à sa mère est bien celle de M. le marquis Charles-Louis-Alexandre Coriolis d'Espinouse. Comment ce dernier peut-il être parent de Sophie Trébuchet ? Rien ne les rapproche, tout les sépare ; l'un est né à Marseille, l'autre à Nantes. Mais le poète tient à ce que cette parenté soit bien reconnue : d'une part, une lettre du marquis à lui adressée débute par ces mots : « Je vous ai vu enfant, Monsieur, chez votre respectable mère et nous étions même un peu parents » ; de l'autre le poète reprend :

« Nous étions cousins, quand on était marquis.

» Je me rappelle encore de quel accent ma mère

» Vous disait bonjour. »

D'aucuns ont prétendu que M. de Coriolis était propriétaire à La Garnache et aux environs. Il n'en paraît rien.

Mais poussons plus avant, entrons dans la critique de cette lettre. Hugo prétend qu'elle lui fut adressée en 1846. Comment un auteur mort en 1841 a-t-il pu l'écrire en 1846 ? « Je ne suis pas curieux, remarque à ce sujet Edmond Biré, mais je voudrais bien voir la lettre du marquis timbrée et datée par la poste ». Il a raison : la prétendue lettre est un faux, ou si l'on veut une fiction.

M. Joseph Vianney, dans son commentaire des *Contemplations*, s'est préoccupé d'expliquer comment Hugo fut amené à créer cette dernière. « Le 24 octobre, dit-il, le poète dans sa réponse à *Un Acte d'accusation* a défendu sa poétique ; le 12 novembre, il défend sa politique en 1846.

» Comme le premier plaidoyer était une réponse à une lettre écrite en 1833, Hugo veut faire aussi du deuxième

40. Léon SÉCHÉ, *Volney, 1757-1820*, Paris, 1899, p. 74. — RÉVÉREND, *Annoblissements sous la Restauration*, t. II, p. 104.

plaidoyer une réponse à une lettre. Mais cette deuxième lettre n'est certainement qu'une fiction.

» En l'attribuant au marquis du C. d'E., il vise le marquis de Coriolis d'Espinouse qu'il rencontrait jadis à la *Société des Bonnes Lettres*, qui était un fougueux adversaire de la Révolution et du romantisme, qui, en 1823, prononça devant cette société un discours de royaliste intransigeant. Mais ce marquis, mort en 1841, n'a pas pu écrire une lettre de 1846. Aussi faut-il supposer que Hugo en lui attribuant la lettre ignore la date de sa mort, ou plutôt qu'en attribuant une lettre de 1846 à un homme mort en 1841, il avertit le lecteur que cette lettre est une fiction<sup>41</sup> ».

Cette seconde hypothèse plaît évidemment à M. Vianney. Ailleurs, il s'efforce de montrer que les opinions politiques de V. Hugo se modifièrent à partir de cette date de 1846, la Chambre des Pairs ayant montré sa défaveur à l'égard du poète en n'applaudissant pas un de ses discours. M. Vianney oublie les manifestations conservatrices du poète en 1848 et ses déclarations bonapartistes ensuite. Nous croyons plutôt, dans la circonstance, à un défaut de mémoire du poète. Il ne tenait pas plus à une date qu'à une autre : il n'avait qu'un but, expliquer et excuser ses anciennes opinions royalistes, justifier son changement d'opinion.

Voilà pourquoi il présente le marquis d'Espinouse comme son parent, comme un des inspirateurs, ainsi que sa mère, de ses anciennes poésies monarchiques.

J'ai bien peur qu'il ne faille rayer cette parenté : elle ne repose pas sur de plus solides fondements que la lettre qui nous l'affirme; elle n'est pas plus exacte que les vers qui suivent :

41. Edition des Œuvres de Victor Hugo. Collection des grands écrivains, *Les Contemplations*, par M. Joseph VIANNEY, t. I et V.

Quoi ! parce que je suis né dans un groupe d'hommes  
 Qui ne voyaient qu'enfer, Gomorrhes et Sodomes  
 Hors des anciennes mœurs et des antiques fois ;  
 Quoi ! parce que ma mère, en Vendée, autrefois  
 Sauva dans un seul jour la vie à douze prêtres,  
 Parce qu'enfant sorti de l'ombre des ancêtres  
 Je n'ai su d'abord que ce qu'ils m'ont appris,  
 Parce qu'adolescent, âme à faux-jour guidée  
 J'ai trop peu vu la France et trop vu la Vendée,

.....  
 Suis-je toujours rivé dans l'imbécillité ?

Non, Hugo s'égare. Qui veut trop prouver ne prouve rien : la Vendée ne l'a point empêché de connaître les événements de la France républicaine ou bonapartiste; s'il fut royaliste sous la Restauration, c'est qu'il l'a bien voulu.

D'un autre côté, le marquis de Coriolis n'était point l'homme étroit qu'il nous a dépeint.

Elève des Oratoriens de Juilly dont on aperçoit les ombres si souvent autour du poète, M. de Coriolis savait aussi bien que personne combien le monde de ses contemporains était rempli de transfuges. Il regrettait, sans doute, la mobilité de leurs opinions, il n'était pas homme à jeter l'anathème sans réserve, indifféremment contre tous. Il fut pendant vingt ans l'ami de Lamennais, célèbre transfuge, s'il en fut. Ces deux hommes s'étaient liés dans les bureaux du *Conservateur*.

Depuis lors, ni les polémiques de l'*Avenir*, ni les *Paroles d'un Croyant*, ni les *Affaires de Rome* ne les avaient séparés. Ils s'écrivaient souvent. Lorsque M. de Coriolis mourut, le 8 janvier 1841, Lamennais était prisonnier à Sainte-Pélagie. C'est de là qu'il adressa au fils de son ami une lettre de condoléance. A cette date, V. Hugo était un orléaniste fervent, il aspirait à prendre rang à la Chambre des Pairs.

Dernière remarque, Hugo fait du pauvre marquis objet de ses sarcasmes un ennemi de Rousseau, mais un ami

de Voltaire. Là encore il fait erreur : Coriolis n'avait point une âme voltairienne. Il suffit de lire la liste de ses œuvres pour s'en convaincre. Certes, il n'appartenait ni à l'école de Lamartine ni à celle de Hugo, il se rattachait à Fontanes et mieux encore à Delille, l'auteur des *Catacombes*, à l'ombre duquel il s'est abrité et qu'il a chanté<sup>42</sup>.

#### Félix Biscarrat.

Il est un Nantais véritable avec lequel Victor Hugo entretint une réelle intimité, mais dont il n'a point rapproché le nom de celui de Nantes, c'est Félix Biscarrat.

Lorsque les enfants de Sophie Trébuchet étaient en pension chez MM. Cordier et Decotte, Félix Biscarrat les conduisait en promenade. Grâce à lui, ils firent l'ascension de la coupole de la Sorbonne et purent de là contempler l'avance des alliés dans Paris en 1815.

Il est ce maître d'étude qui conduisit le jeune Victor Hugo, dont il était le confident, au secrétariat de l'Académie française, lorsque celui-ci y déposa entre les mains de M. Raynouard les vers qu'il avait composés, afin de prendre part au concours de poésie de l'année 1817. Le sujet proposé était : *Le bonheur que procure l'étude dans toutes les situations de la vie*.

Hugo n'avait confié son projet à personne, pas même à sa mère. Force lui fut cependant de prendre un confident, lorsqu'il s'agit de déposer le manuscrit au bureau de l'Académie. Il s'ouvrit de son secret à Félix Biscarrat, qui, stupéfait, non moins que ravi arrangea l'affaire. Poète lui-même, il ne pouvait qu'encourager les poètes naissants. Hugo avait coutume de lui lire ses vers et de lui demander ses conseils; il les lui donnait franchement. C'est ainsi qu'il

<sup>42</sup> DIDOT, *Encyclopédie*, art. *Coriolis*. — QUÉRARD, *La France littéraire*. — LAMENNAIS, *Correspondance*, 2 vol. in-8°.

avait lu et corrigé le poème du *Déluge* un des premiers essais du jeune poète.

« Le jeudi, jour suprême, dernier délai du concours ouvert par l'Académie, était jour de promenade et c'était Biscarrat qui conduisait la pension. Il la fit passer devant l'Institut, et là fut pris d'une soudaine admiration pour le monument et pour les lions. Pendant que les élèves étaient absorbés dans la contemplation des jets d'eau, il fila rapidement avec Victor... Ils demandèrent où était le secrétariat de l'Académie française ».

Inutile de prolonger cette citation; tout le monde sait que cette anecdote marque l'entrée de Victor Hugo dans la voie de la poésie.

La liaison du poète avec Biscarrat paraît encore plus vivement dans une autre circonstance. Hugo le choisit comme premier témoin, lors de son mariage avec Adèle Foucher, en l'église de Saint-Sulpice, à Paris, le 12 octobre 1822; le second témoin fut Alfred de Vigny. Plus tard, Hugo oublia cette circonstance. Dans *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, l'écrivain désigne MM. Soumet et Ancelot comme les témoins de la cérémonie. Cette assertion erronée ne saurait prévaloir contre le fait et les signatures des intéressés sur les registres de Saint-Sulpice.

La fête ne fut pas complète: elle fut assombrie par un accès de démence d'Eugène Hugo. Biscarrat fut le premier à le constater et vint en prévenir le poète.

A partir de ce jour, il n'est plus question de Biscarrat dans la vie et dans les œuvres de Victor Hugo.

N'importe, ces détails nous incitent à connaître son identité. Nous croyons qu'il n'est autre que Félix Biscarrat, né à Nantes, le 9 germinal an III (29 mars 1795), dans la cour de la Liberté, Section de l'Humanité, en l'antique paroisse de Saint-Similien. Il était fils de Denis Biscarrat, instituteur national, et de Rose-Catherine Bailly.

Denis Biscarrat était originaire du Bouchet, district d'Orange, département de Vaucluse.

C'était un ancien oratorien du collège de Nantes. Il y était venu au mois d'octobre 1789 en qualité de professeur de troisième. Il appartenait à la célèbre congrégation en qualité de confrère agrégé et non de prêtre.

Le collège de Nantes avait perdu son ancienne réputation. Les familles s'en plaignaient avec amertume. Le subdélégué de l'intendant se faisait l'écho de leurs doléances et expliquait en ces termes la défaveur dont il était l'objet : « Le collège n'est pas fréquenté à cause de la mauvaise éducation qu'on y reçoit par la négligence et la frivolité de ceux qui le dirigent. Les pères de famille sont forcés d'envoyer leurs enfants à Tyron, à Sorèze et à la Flèche pour recevoir des principes qu'il serait bien moins coûteux de leur faire prendre sous leurs yeux, si la conduite des Oratoriens pouvait inspirer plus de confiance ».

Le 27 janvier 1788, le même subdélégué revient sur le même sujet : « On n'a pas d'autres reproches à faire aux Oratoriens qui tiennent le collège de notre ville que celui d'une extrême dissipation, toujours à la promenade ou dans les cercles. Les heures qu'ils sont obligés de passer en classe sont pour eux des moments d'ennui et de dégoût dont les leçons se ressentent ».

Au mois d'octobre 1789, le supérieur, l'abbé Latyl, élu député à l'Assemblée Constituante, avait remis la direction du collège au Père Fouché, le futur duc d'Otrante. Celui-ci n'apporta aucun zèle à la direction de sa maison. Un de ses élèves, M. Pierre Foucher, beau-père de Victor Hugo, a noté qu'il ne s'occupait pas plus des élèves présents à sa classe que des absents. Toute son activité se dépensait au sein des comités et des clubs.

Biscarrat avait adopté les mêmes idées. Il prêta serment de fidélité à la Constitution civile du clergé. L'Oratoire ayant été englobé dans la proscription générale des con-

grégations, malgré les amis qu'il comptait dans l'Assemblée Constituante, ses membres durent se disperser. A Nantes, ils quittèrent le collège, le 1<sup>er</sup> octobre 1792.

Biscarrat y rentra la même année en qualité d'instituteur national sous la régence d'un de ses anciens collègues, le Père P. Noyer.

Le 26 pluviôse an II (14 février 1794), Carrier renouvela l'administration du District et le nomma conseiller, charge qu'il conserva jusqu'au 12 brumaire an III (2 nov. 1794), date où il donna sa démission, ne pouvant cumuler ces fonctions avec celles d'instituteur.

Entre temps, il se maria; le 15 ventôse an II (5 mars 1794), il épousa devant l'officier de l'état civil de la *Section de la Fraternité et des Agriculteurs*, Rose-Catherine Bailly. Deux de ses collègues dans l'enseignement lui servirent de témoin, Pierre Noyer, ex-oratorien, et Pierre Dufo. Rose Bailly fut assistée par Pierre Chaux, l'un des membres les plus décriés du Comité révolutionnaire. Elle donna le jour, un an après, à Félix Biscarrat.

Aux vacances de l'an III, Denis Biscarrat conduisit sa famille à Blois. Aucun lien sérieux ne l'attachait à Nantes. Le 30 vendémiaire an IV, il écrivit au District cette lettre curieuse annonciatrice d'une détermination déjà prise, les administrateurs ne purent s'y méprendre :

Saumur, 30 Vendémiaire an 4 (22 Oct. 1795).

Citoyens Administrateurs,

Je suis parti de Nantes pendant les vacances pour aller conduire ma famille à Blois, incertain, toutefois, si je reviendrai moi-même reprendre mon emploi. Les vents contraires me retiennent depuis un mois environ sur la rivière sans que je puisse prévoir le terme de mon voyage. Dans l'impossibilité de me trouver à la rentrée des classes, je vous prie de vouloir bien accepter ma démission d'instituteur national. Je saisis, pour vous faire parvenir ma lettre, la première occasion qui se présente, car jusqu'ici je n'avais encore

pu aborder dans aucune ville. Je suis avec fraternité, votre concitoyen,

BISCARRAT.

Le 8 brumaire (30 oct. 1795), cette lettre fut suivie d'une démission en bonne et due forme.

La qualité de Nantais et de fils d'oratorien, l'identité du prénom, nous paraissent être des raisons suffisantes pour rapprocher le Félix Biscarrat dont il est question dans Victor Hugo du Félix Biscarrat né à Nantes en l'an III.

---

SOURCES. — *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie.*

Archives municipales de Nantes.

Archives départementales : L. 50, fol. 126; 52, fol. 176; 54, fol. 52.  
L. 100, fol. 105-106. — L. 1042. L. 1043, fol. 34; L. 1050, fol. 140.  
L. 1056, fol. 1. — L. 1066, fol. 22. — L. 617. — L. 800.

A. BOURDEAUT.

